

LE SG DE LA LIGUE ARABE L'A AFFIRMÉ À LA VEILLE DE SA VISITE EN ALGÉRIE

# « Les préparatifs du Sommet d'Alger vont bon train »

P 16

DÉFENSE  
DU TERRITOIRE  
NATIONAL

Les réservistes  
de l'ANP  
en renfort

# Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

TOURISME ALGÉRIEN

La destination  
Espagne  
exclue ?

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

P 3

Mardi 21 juin 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5570 - 19<sup>e</sup> année

P 2

IL A INSTALLÉ HIER LE CSJ ET A APPELÉ SES MEMBRES  
À MONTRER LA VOIE DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

# Tebboune mise gros sur la jeunesse

- « Les défis extérieurs exigent le renforcement de la cohésion nationale »
- « L'Algérie est sur le chemin de Novembre »

LIRE EN PAGE 3

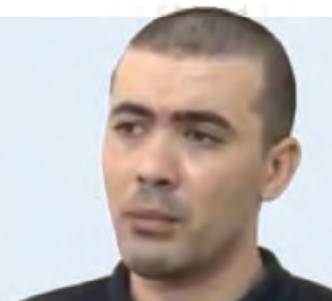


Ph : APS

BENHALIMA A DEVOILÉ LE MODE OPÉRATOIRE  
DES ENTITÉS TERRORISTES RACHAD ET LE MAK

## Bas les masques des traîtres

P 2



LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME ES SENIA - ORAN,  
CET APRÈS-MIDI À 16H00

**Kirloya-  
Mansourate  
El Mesk, un duo  
de femelles**

P 14

BENHALIMA DÉVOILE LE MODE OPÉRATOIRE DES ENTITÉS TERRORISTES RACHAD ET LE MAK

## Bas les masques des traîtres

La première partie des aveux télévisés du détenu Mohamed Azzouz Benhalima renseigne sur la nature terroriste des organisations terroristes Rachad et le MAK et leurs directions qui ont fait de certaines capitales occidentales des places fortes pour fomenter un complot visant les fondements de l'Etat algérien. Ses propos qui font froid au dos laissent supposer que ces deux entités ont franchi le pas pour verser dans la haute trahison.

PH: DR



Pour parvenir à leurs funestes desseins, ils sont prêts à s'acoquiner avec le diable et tous les ennemis de la patrie. Benhalima qui a levé le voile sur une partie du mode opératoire de ces organisations a tantôt été séduit par leur discours et tantôt subi des pressions pour faire de lui un élément de l'organe de propagande mis en place, via les réseaux sociaux, par les frères Zitout, Abbas Aroua, Mourad Dehina, Rachid Mesli, Nazim Taleb et deux autres binationaux. Il met au grand jour ainsi les tentacules de l'hydre terroriste à l'étranger en révélant que « deux juges français d'origine algérienne » ne sont autres que des « membres du bureau exécutif de Rachad ».

### « DEUX JUGES FRANÇAIS MEMBRES DE RACHAD »

Dans son témoignage à visage découvert devant les caméras de la Télévision publique, diffusé dimanche soir, sous le titre "Chemin de la félonie...détails de la conspiration", il a donné des révélations sur la nature des félons qui ont vendu leur âme au diable. Il a mis à nu les méthodes d'enrôlement de jeunes désœuvrés, des sans papiers pour les exploiter dans une funeste entreprise ciblant l'Etat algérien et l'Armée nationale populaire en particulier. Le témoin ne précise pas l'identité de ces individus qui activent « sous le couvert

de l'anonymat et n'apparaissent jamais en public » Rappelant avoir rejoint les rangs de l'ANP en tant que chauffeur, Benhalima a indiqué avoir pris contact en août 2019 avec le nommé Mohamed Abdellah (ex-gendarme extradé de l'Espagne et en détention en Algérie) à qui il avait fait part de son désir d'émigration, ajoutant s'être senti à l'aise puisque ce dernier était un ancien militaire. Il reconnaît que Mohamed Abdellah avait des contacts réguliers avec Larbi Zitout (responsable du mouvement terroriste Rachad) pour le tenir informé des détails des discussions, a-t-il ajouté, relevant que l'objectif de Larbi Zitout consistait à recruter des militaires actifs au sein des différents unités de l'ANP pour lui servir de sources d'informations et les exploiter par la suite dans ses plans de déstabilisation de l'Etat.

### UNE LEÇON POUR LA JEUNESSE ALGÉRIENNE

Il faut rappeler dans ce cadre, le discours haineux de Zitout qui a versé, ces derniers jours dans une véritable guerre contre son pays en appelant le peuple à la désobéissance civile, à s'attaquer aux services de sécurité, à faire obstruction à la tenue des JM d'Oran. Un véritable plan de déstabilisation du pays qu'il sére à longueur de spots via Youtube et sa page

facebook. Mais ce qui devrait nous pousser à la vigilance est que ces ennemis de l'Algérie, qui avaient incendié plusieurs monts boisés du nord du pays, l'été dernier endeuillant plusieurs familles, n'ont pas désarmé et continuent à distiller leur fiel. Rachad et le MAK sont aujourd'hui le cheval de Troie par lequel, les ennemis de l'Algérie, veulent attaquer la patrie. Ferhat Mehenni ne se prive plus aujourd'hui de s'afficher à Tel Aviv ou à Rabat, de défendre les thèses expansionnistes israéliennes et marocaines et à tenter de se faire le porte-drapeau de tous les traîtres à la patrie. Benhalima est en train de livrer des révélations qui renseignent sur l'hydre qui veut déstabiliser le pays. Le peuple doit rester vigilant et consolider le front intérieur car les défis qui nous interpellent sont énormes. Le pays est aujourd'hui visé non seulement par les ennemis de l'extérieur, mais aussi par ceux de l'intérieur qui ne veulent ni le voir souverain, ni indépendant et encore moins en sécurité. Le Maroc et Israël ne se cachent plus aujourd'hui pour cracher leur haine envers notre pays et malheureusement ils trouvent en Rachad et le Mak des relais pour mener à bien leur entreprise. Benhalima l'a bien dit dans ses aveux, la vigilance est de mise.

Slimane B.

### UNION DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX ARABES ET INSTITUTIONS SIMILAIRES

## L'Algérie propulsée à la présidence

L'Algérie a été élue, hier à Alger, à la tête de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires pour un mandat de trois ans, selon le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed.

Ce plébiscite a été annoncé lors d'une conférence de presse animée en marge de l'AG extraordinaire de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires, dont le nom a été changé de Ligue à Union.

Outre le plébiscite de Bouchenak Khelladi en qualité de président de l'Union, Moussa Ayoub Chetiwi, président du Conseil économique et social de Jordanie a été élu vice-président de cette instance.

L'AG a vu également le renouvellement de confiance en la personne du secrétaire général du CNESE, Mohamed Amine Djaafri en qualité de SG de l'Union pour un nouveau mandat de quatre ans, outre l'élection du Conseil d'administration de l'Union, composé de sept membres, dont le président de l'Union et son vice-président.

Pour la première fois, l'Union a vu l'adhésion de la Tunisie à travers le Conseil national du dialogue tunisien.

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, avait présidé la cérémonie d'ouverture des travaux de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et Institutions similaires qui a connu la participation de 10 pays arabes et la présence de membres du Gouvernement, de Conseillers du président de la République, de ministres de pays arabes, de présidents des Conseils économiques et sociaux arabes et de membres du Parlement et du corps diplomatique accrédité en Algérie, outre des présidents d'instances nationales et des représentants de chefs d'entreprises.

R. N.

TOURISME ALGÉRIEN

## La destination Espagne exclue ?

Sur les réseaux sociaux et les sites électroniques d'information, la nouvelle a circulé hier à très grande vitesse: une note de la direction du tourisme de la wilaya de Bouira adressée aux agences de voyage et de tourisme leur enjoint de cesser toute relation avec l'Espagne, autrement dit exclure cette destination de leurs offres touristiques et ne délivrer aucun billet d'avion ou de bateau vers ce pays.

Bien que rien d'officiel émanant du ministère du Tourisme n'ait confirmé cette information, elle a été interprétée comme une suite locale et sectorielle ? donnée à la suspension, le 8 juin dernier, par l'Algérie du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec l'Espagne, conclu en octobre 2002. Tout est parti de l'entêtement des autorités espagnoles dans leur revirement sur la question du Sahara occidental. Le ministère du Tou-

risme et de l'Artisanat aurait-il donc décidé de suspendre toute relation touristique avec l'Espagne ? Si c'est le cas, le coup serait dur à encaisser par l'Espagne. Chaque été et même à longueur d'année, Madrid, Barcelone, Alicante et d'autres villes espagnoles reçoivent des Algériens, plutôt fortunés, qui arrivent en famille passer leurs vacances ou pour des soins, ou pour une autre raison. On sait que des Algériens ont acheté en Espagne des habitations qu'ils occupent pendant leurs séjours dans ce pays.

Pour se rendre en Espagne, les touristes algériens habitués de ce pays devront-ils passer par la France ? Combien seront-ils à consentir à faire ce détour ? Une aubaine pour les autres pays touristiques du bassin méditerranéen. Dans cette situation, l'Espagne risque de perdre un nombre important de touristes algériens qui ne sera pas com-

pensé par les touristes venus d'ailleurs, encore moins d'Europe, en raison de la chute du pouvoir d'achat, la cherté de la vie, avec la hausse des prix de l'énergie, carburant et autres. Les retraités notamment français qui allaient en vacances en Espagne, auront-ils encore les moyens de s'offrir ce luxe ? Les médias espagnols, cités par le site d'information russe Sputnik, ont révélé hier que les autorités de certaines régions ont créé une équipe de spécialistes et d'économistes dans le but de rechercher des sources alternatives au marché algérien en Afrique du Nord. Les autorités régionales de Murcie ont ainsi ouvert des canaux de communication avec les entreprises concernées pour leur fournir les informations nécessaires sur les marchés et sur l'évolution de la crise avec l'Algérie. Selon le journal espagnol La Verdade, cité par la même source, un bloc civil

indépendant de la région cherche des alternatives au marché algérien, en s'adressant au Maroc, en Tunisie, en Egypte et au Sénégal.

Le journal souligne que le ministère du Commerce et de l'Emploi et des universités et instituts ont mis en place un groupe de travail opérationnel spécialisé dans le commerce avec les marchés nord-africains pour faire face à la crise commerciale actuelle avec l'Algérie. Les choix politiques de Pedro Sanchez et son gouvernement ont eu pour conséquences de créer des problèmes insurmontables aux entreprises espagnoles et à toute l'économie de ce pays. Le secteur du tourisme espagnol ne s'est pas encore relevé de l'impact de l'épidémie de COVID-19 qui a entraîné, pendant un long moment, un arrêt des vols, une réduction des voyages, des fermetures d'établissements, en plus de la haus-

se des prix des produits alimentaires et de l'énergie qui pèsent aussi sur les activités de ce secteur. En janvier dernier, tout allait pour le mieux entre l'Algérie et l'Espagne. Le secteur du tourisme bénéficiait d'une atmosphère de bonne entente algéro-espagnole.

L'Office national du tourisme (ONT) avait pris part en compagnie d'une délégation des opérateurs économiques dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme et des voyages, aux manifestations de la 42ème édition du Salon international du tourisme (Fitur), à Madrid. Qu'est-ce qui a pris à Pedro Sanchez et son équipe gouvernementale, de tout casser en adoptant une attitude foncièrement hostile à l'Algérie, à travers le revirement sur la question du Sahara occidental, qui finira par avoir son indépendance, n'en déplaise aux colonialistes et à leurs alliés.

M. R.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE INSTALLE LE CSJ ET APPELLE SES MEMBRES À MONTRER LA VOIE DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

# « Nous misons sur notre jeunesse »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé hier à l'installation du président et des membres du Conseil supérieur de la jeunesse, dans une cérémonie solennelle organisée au Palais des nations, Club des pins à Alger. Sur place, on pouvait constater la présence des membres du Gouvernement conduits par le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, du chef d'état-major de l'ANP, le général de Corps d'armée Saïd Chengriha, ainsi que des cadres de l'État et représentants d'institutions civiles et sécuritaires.

**A** l'ouverture de cette cérémonie, le président Tebboune a affirmé, dans son discours, sa volonté de bâtir une Algérie nouvelle, en luttant contre les anciennes pratiques telles l'usage de l'argent sale dans la vie politique et publique. Avec la mise sur pied du Conseil supérieur de la jeunesse, le président de la République parachève ainsi le processus de refondation de l'édifice de la République entamé par la révision de la Constitution, le renouvellement des Assemblées élues, l'installation de la Cour constitutionnelle et de l'Observatoire national de la société civile. À quelques semaines de la célébration du 60e anniversaire de l'Indépendance, le Président dira que l'Algérie est fière de sa jeunesse « ambitieuse qui contribue à l'édification et au dévelop-



pement » de son pays. « Vous êtes conscients de l'importance de votre participation à la glorification de l'histoire nationale, car vous êtes les dignes héritiers des Chouhada et des Moudjahidine, en restant fidèles aux principes et valeurs que le peuple algérien a hérité d'eux, et c'est grâce à eux qu'il a su préserver son unité et sa cohésion face aux conspirations et complots ourdis contre la Nation », a-t-il indiqué à l'adresse des membres du CSJ.

## « L'ALGÉRIE EST SUR LE CHEMIN DE NOVEMBRE »

Pour le chef de l'État, l'Algérie nouvelle tient aux principes fondateurs de son histoire récente. Pour preuve, « c'est pour la première fois que la Déclaration du 1er novembre a été consacrée dans la Constitution de 2020 », dont l'objectif, selon le Président, est « d'éviter toute déviation » de cette ligne directrice, ou

du « serment des Chouhada auquel nous demeurons fidèles notamment à travers l'installation de toutes ces institutions constitutionnelles, à l'instar du Conseil supérieur de la jeunesse ».

## « LA CONJONCTURE EST DIFFICILE, ON DOIT SERRER LES RANGS »

Après avoir rappelé ce processus réalisé sous son autorité et suivant ses 54 engagements envers le peuple algérien, le Président a insisté sur l'impératif de renforcer le front intérieur en cette conjoncture particulièrement marquée par des bouleversements géostratégiques. Un état de fait qui « requiert la conjugaison des efforts des cadres et des obédiences, toutes appartenances confondues, pour la consolidation de la cohésion nationale et le renforcement du front interne face aux défis régionaux et enjeux internationaux complexes », dira-t-il, avant de saisir les membres du

CSJ envers lesquels il dit « miser, en toute confiance, sur notre jeunesse à travers laquelle l'Algérie fraye son chemin vers davantage de progrès et de prospérité ». Et d'inviter cette institution représentative de la jeunesse algérienne d'oublier, désormais, sinon de s'interdire de verser dans les anciennes pratiques qui ont provoqué « une fissure entre le citoyen et les institutions de l'État » et qui a aussi sali « l'image de l'État aux yeux de son peuple ». Dans la foulée, le président a indiqué qu'il ne ménagera aucun effort pour réaliser l'objectif de la « transparence » dans la gestion des affaires publiques. Au passage, il rappelle la force de la loi et, à travers elle, le travail de lutte contre la corruption mené depuis 2019 par la justice. « Toute personne qui tentera de dilapider l'argent public sera soumise à la force de la loi », a averti le président de la République. Abordant les grands axes de la mission du CSJ, le chef de l'État a expliqué qu'il s'agit d'une institution consacrée exclusivement au profit des jeunes algériens dans le but étant d'accompagner la force juvénile pour qu'elle puisse intégrer la nouvelle dynamique nationale en cours sur les plans politique, économique et social. À ce propos, et comme pour montrer l'importance qu'il accorde à cette institution, rattachée à ses services à la Présidence, Tebboune a affirmé que « l'installation du CSJ est un événement majeur et important », précisant également que l'installation du président et des membres de cet organe, est « la dernière étape » du processus entrepris jusque-là et relatif aux engagements présidentiels envers le peuple algérien. Il est à souligner que le CSJ est présidé par Mustapha Hidaoui, désigné par le président de la République. Cet organe est constitué de 348 membres, dont 232 élus au titre de la représentation des jeunes des wilayas pour une répartition qui tient compte de la parité homme/femme.

Sarah Oubraham

DÉFENSE DU TERRITOIRE NATIONAL

## Les réservistes de l'ANP en renfort

**U**n projet de loi sur la réserve militaire a été présenté par le ministère de la Défense nationale, en réunion du Conseil des ministres, ce dimanche. Selon le communiqué du Conseil des ministres, le président Abdelmadjid Tebboune qui a présidé la réunion, « a hautement salué la teneur du projet de loi présenté par le ministère de la Défense nationale, de par la vision prospective qu'il renferme dans le but de préserver les intérêts suprêmes du pays, avec la possibilité de rappeler des militaires de réserve et de les solliciter en toutes circonstances et dans le cadre de la cohésion nationale qui exige de défendre chaque parcelle du territoire national ». La démarche de professionnalisation de l'Armée nationale populaire (ANP) comprend donc un volet consacré au dispositif de constitution d'une réserve qui serait mobilisée selon des modalités que définira la loi. Pour les spécialistes des questions militaires, les réservistes sont d'un apport considérable au vu de la diversité de leurs activités professionnelles et de leurs compé-



tences et spécialités mises en œuvre dans le secteur civil. Le passage des réservistes dans l'armée est facilité par la nature spécifiquement algérienne, et aux racines historiques solides, du rapport entre l'Armée et la population, traduit dans le slogan Djeïch-châab khaoua, khaoua (armée-peuple, tous frères), et parfaitement illustré à travers le service national. L'ANP a été en toutes circonstances aux côtés du peuple. Les populations sinistrées, notamment à la suite de catastrophes naturelles ou de simples inon-

ditions ou un fort enneigement, le savent. Le désenclavement de régions isolées du fait d'intempéries de même que l'aide sanitaire dans les zones sous-médicalisées, sont l'œuvre de l'ANP. Dans le contexte tendu actuel, l'appel aux réservistes est justifié surtout par les multiples menaces et dangers auxquels est confronté notre pays dans un environnement régional propice aux manœuvres et marqué par le déploiement des groupes terroristes et du crime organisé sur fond d'accentuation de la

mise en œuvre d'agendas étrangers et de présence militaire hostile. Dans son discours à la cérémonie d'ouverture de la Conférence des chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes, le 8 novembre dernier, le président Tebboune avait annoncé la couleur: « Les défis qui se posent à nous sont plus graves dans le contexte des crises multidimensionnelles que connaît notre région et des foyers de tension dans plusieurs Etats voisins, notamment au Sahara occidental avec la reprise des hostilités militaires armées entre le Front Polisario et les forces d'occupation marocaines ».

Il avait parlé des « menaces directes visant à affaiblir l'Algérie, par le biais d'une guerre de quatrième génération dans le cadre d'un vaste plan ciblant, au-delà de l'Algérie, l'Afrique et le Moyen-Orient ». L'Algérie dérange, parce que ses positions ne cadrent pas avec les plans des puissances néocoloniales. Notre pays ne tolère aucune ingérence étrangère dans ses affaires internes, de quelque partie que ce soit. Dans ses activités à l'internatio-

nal, l'Algérie s'en tient à son soutien de principe au droit des peuples à l'autodétermination qui concerne actuellement la Palestine et le Sahara occidental. L'Algérie est très active dans le mouvement des pays non alignés et a fait part de sa disponibilité à abriter son prochain sommet.

Dans le même esprit, l'Algérie œuvre à promouvoir les valeurs du multilatéralisme. Au début de cette année, la revue El Djeïch a appelé les Algériens « patriotes et défenseurs de leur pays » à se mobiliser pour faire face aux menaces contre le pays. La revue El Djeïch a évoqué la détérioration de la situation régionale tout au long de la bande frontalière de l'Algérie. Au regard de ces conditions « exceptionnelles » et de ce contexte régional en crise, l'Etat algérien, a expliqué El Djeïch, « renforce son immunité nationale, sa solidarité et sa stabilité ». Cette approche repose également, souligne El Djeïch, « sur la mission sacrée de l'Armée nationale populaire (ANP) et des institutions sécuritaires dans la défense de la sécurité nationale et du citoyen ».

M'hamed Rebah

ALLÈGEMENT DU CARTABLE SCOLAIRE

# Le Président relance Belabed

Alors que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait donné des orientations fermes pour régler le problème du poids du cartable auquel il accorde une grande importance, une année après il revient à la charge pour secouer le département de Belabed qui n'a jusqu'ici rien fait pour avancer dans le dossier.



de la nécessité de trouver des solutions immédiates à la souffrance des élèves due au poids du cartable scolaire. Presque une année après, rien ne semble avoir été fait concrètement sur le terrain dans le sens des orientations du Président. Hormis les engagements pris par le ministère de l'Éducation et les annonces faites ici et là, sur le terrain les élèves continuent de porter des kilos sur leurs dos, leur causant parfois des soucis de santé graves.

Lors de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche, Tebboune a en effet donné des instructions pour le lancement immédiat d'une large consultation entre les acteurs dans le secteur de l'Éducation dans l'objectif d'aboutir à une vision unifiée sur le phénomène de la surcharge du cartable scolaire et à l'adopter. Il est essentiel de rappeler, dans ce sens, que ce n'est pas la première fois que le Président évoque ce dossier. En septembre 2021 il avait parlé

début juin 2022, Abdelhakim Belabed avait affirmé que le poids du cartable allait être allégé à travers plusieurs

mesures. Parmi elles, le lancement du «livre numérique téléchargeable». Rappelant l'importance extrême que le président Abdelmadjid Tebboune accordait à ce dossier et au secteur de l'éducation et de l'enseignement en général, et plus particulièrement au cycle d'enseignement primaire, Belabed avait assuré que d'autres mesures allaient être prises pour permettre aux élèves de mieux suivre le programme scolaire.

À noter que les associations de parents d'élèves et des syndicats avaient fait plusieurs propositions dans ce sens. C'est

le cas de la présidente de la fédération des parents d'élèves, Djamila Khiar, qui a souligné la nécessité du respect de l'emploi du temps dans la répartition des matières. Elle avait également recommandé de doter les classes de casiers permettant aux élèves de garder leurs livres à l'école et de prendre uniquement les manuels dont ils auront besoin à la maison.

Pour les classes qui manquent d'espaces, elle propose d'y mettre des armoires comme cela se faisait autrefois jugeant dans le même cadre d'idée nécessaire d'alléger le programme scolaire dispensé dans le cycle primaire estimant que l'écolier doit apprendre juste à lire, à écrire et à compter. De son côté le syndicaliste du Snapest, Meziane Meriane, a estimé nécessaire de diviser en trois tomes au lieu d'avoir un seul grand livre à traîner toute l'année, soit seul un tome pour chaque trimestre. Idem pour les cahiers, ajoute Meriane qui assure que ceci va permettre de réduire le poids du cartable de deux tiers. Le syndicaliste reste toutefois convaincu que la solution définitive au problème passe par la réforme du système éducatif, notamment la suppression de certaines matières qui alourdissent le quotidien de l'élève du primaire.

Ania Nch

LE MEN APPELLE À LANCER UNE ÉTUDE APPROFONDIE À CE SUJET

## L'enseignement de l'anglais dès le primaire

Alors que jusqu'ici c'était une simple proposition formulée par plusieurs acteurs de l'Éducation, l'enseignement de l'anglais dans le cycle primaire est finalement sur le point de se concrétiser après l'instruction du président de la République donnée ce dimanche en Conseil des ministres. Le président Tebboune a en effet ordonné d'adopter la langue anglaise à partir du cycle primaire, insistant pour que cela se fasse après une étude approfondie menée par des experts et des spécialistes. Il est essentiel de rappeler, dans ce contexte, qu'en janvier dernier, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, s'était exprimé à ce sujet en répondant à une question écrite d'un député en annonçant : quand l'anglais sera introduit au cycle primaire ? Pour Belabed, cette question nécessite une préparation minutieuse ayant trait aux aspects éducatif et organisationnel, à travers notamment la révision des programmes d'enseignement de l'anglais. Sur ce point, il avait précisé qu'il y a lieu d'abord de définir le profil de passage

du secondaire de sorte qu'il soit compatible avec les exigences et les besoins de l'université en matière d'aptitudes linguistiques pour que le projet puisse aboutir. Le premier responsable du secteur de l'Éducation a estimé que pour ce faire il va falloir mettre les moyens nécessaires et les supports didactiques dont les livres et les bandes audiovisuelles.

En outre, l'intégration de la langue de Shakespeare au primaire, selon la réponse du ministre Belabed, dont la plateforme Awras détient une copie, implique la formation et l'apprentissage des enseignants concernés.

C'est dire qu'en effet l'introduction de l'anglais dans le cycle primaire nécessite d'abord la mobilisation de la ressource humaine, mais surtout la formation pédagogique de cette ressource. Le secteur de Belabed est donc appelé à relever le défi ainsi que l'ensemble de la famille de l'Éducation, au risque de se retrouver encore avec la non-maîtrise de cette langue en plus de l'arabe et du français.

### LE PRÉSIDENT RÉITÈRE SON ENGAGEMENT ENVERS LES ENSEIGNANTS

Concernant, par ailleurs, la révision des programmes éducatifs et du manuel scolaire, le président Tebboune a réitéré sa détermination à revoir le texte de loi régissant la profession d'enseignant, en application de ses engagements en matière de réforme du système éducatif. Le président Tebboune a mis l'accent sur la nécessité de réviser les programmes éducatifs en se référant à l'esprit pédagogique, qui a permis la formation, depuis l'Indépendance, d'une élite dans diverses spécialités, et d'interdire la révision des programmes éducatifs durant l'année scolaire. Dans ce contexte, le président de la République a donné des instructions pour le lancement d'une révision selon des objectifs bien définis, reposant essentiellement sur les résultats de l'enseignement éducatif, tout en arrêtant un calendrier de deux ou trois ans au minimum pour la concrétisation de cette révision.

A. Nch.

LOGEMENT SOCIAL

## Les opérations de distribution se poursuivent à Bouira

Les services du logement au niveau des daïra de Bechloul et El-Hachimia, dans la wilaya de Bouira, ont procédé, depuis avant-hier, à la distribution de deux quotas de logements pour une opération qui s'est poursuivie hier. En effet, la liste provisoire d'un quota de 49 logements publics locatifs, communément appelés logements sociaux, à été rendue publique au grand bonheur des bénéficiaires. Deux jours auparavant la liste provisoire de 53 logements du

même type a été affichée dans plusieurs coins de la commune d'El-Hachimia à une vingtaine de kilomètres au sud du chef-lieu de la wilaya de Bouira. Les services des deux daïra, où ont eu lieu ces deux opérations de distribution, ont rendu public un communiqué à travers lequel ils informent les malheureux demandeurs de ce type de logements qui se sentent lésés dans leurs droits, d'introduire des recours à la commission des recours de la wilaya de Bouira dans un délai ne dépassant pas huit jours, laquelle

commission est présidée par le premier magistrat de la wilaya, Lakhil Ayat Abdeslam. Les recours qui seront déposés seront traités au niveau de cette commission dans les plus brefs délais. Cette opération de distribution de logements, lancée depuis quelques mois à travers la wilaya de Bouira, se déroule dans de meilleures conditions, c'est dire que les actions de protestation qui suivaient auparavant toutes opérations du genre n'ont pas eu

lieu. Toutes les opérations de distribution se sont déroulées dans le calme le plus total en dépit des nombreux mécontents qui ont préféré suivre les voies légales, à savoir le dépôt des recours auprès de la commission de la wilaya de Bouira. Il convient de souligner, en outre, que plusieurs autres quotas de logements, tous types confondus répartis à travers plusieurs localités de la wilaya, ne tarderont pas à être livrés à leurs propriétaires.

Omar Soualah

APRÈS LE REPORT DE LA 1ÈRE RÉUNION DU HAUT CONSEIL DU NOTARIAT NOUVELLEMENT

## Les notaires dans l'expectative

La réunion du Haut conseil du Notariat, qui devait se tenir le 9 juin dernier, a été reportée à une date ultérieure. La raison invoquée par le ministère de la Justice est l'agenda chargé du garde des sceaux, ont indiqué des sources proches de la chambre nationale des notaires. Cette instance, installée le 4 octobre 2021 par le ministre de la Justice, devait se réunir ce mois pour discuter des règlements et statuts généraux des chambres régionales et nationale des notaires, non révisés depuis 1992 malgré la promulgation, en 2006, d'une nouvelle loi qui régit la profession de notaire. Elle devait débattre également du code d'éthique et de déontologie et adopter le principe de création de deux nouvelles chambres régionales à Béchar et Ouargla qui viennent s'ajouter aux deux autres déjà opérationnelles à Chlef et Batna. Il faut rappeler que le Haut conseil du notariat est une revendication de la corporation qui dure depuis plus de 30 ans. Sa mise en place permettra de donner un nouvel élan à la politique d'investissement engagée par le président de la République, par la consolidation de l'outil juridique qui est l'acte notarié qui aura toute sa puissance légale pour mettre en confiance les différentes et servir de base légale et juste à toutes les transactions. L'ordre du jour de la réunion reportée prévoyait également de débattre de la nécessité de prolonger le mandat du bureau de la chambre nationale des notaires qui expirera au mois de septembre prochain. Cette prolongation devrait, selon plusieurs sources, permettre d'amender les statuts et règlements généraux des chambres régionales et nationale pour les mettre en adéquation avec les exigences et les défis de l'heure, entériner la création de nouvelles chambres régionales et leur permettre de participer aux élections de renouvellement des structures nationales et régionales dans le cadre de nouveaux textes adoptés. « Organiser des élections de renouvellement des structures avec d'anciens textes qui ne sont pas amendés serait consacrer le statu quo », ont indiqué des notaires qui ne manqueront pas de rappeler que le refus de certains d'entériner la création de chambres régionales à Béchar et Ouargla, découle de petits calculs matériels, « au détriment de confrères du Sud qui resteront rattachés aux chambres en plus de toutes les contraintes matérielles et physiques qu'ils endurent ». L'ordre du jour devait également discuter des dossiers disciplinaires de certains notaires, cités dans des affaires de justice, suspendus par la commission de discipline. « Certains ont été victimes de complots fomentés par des parties et d'autres n'ont même pas fait l'objet d'une condamnation par la justice. Plusieurs de nos confrères se retrouvent en prison pour des torts qu'ils n'ont pas commis et certains sont morts durant leur incarcération. Il faut étudier les cas de suspension et lever les sanctions pour les cas qui le méritent », ont indiqué des sources de la corporation qui fondent de grands espoirs sur la prochaine réunion du Haut conseil des notaires dont la date n'a pas encore été fixée.

Slimane B.

LE PARLEMENT DE CATALOGNE ADOPTE UNE RÉOLUTION CONDAMNANT ISRAËL

# « C'est un crime d'apartheid contre les Palestiniens »

Alors que la question palestinienne gagne considérablement du terrain sur la scène mondiale, notamment au sein même des institutions de pays occidentaux, telle l'adoption par le Parlement régional du gouvernement de Catalogne (Espagne) d'une résolution affirmant que l'entité sioniste commettait un crime d'apartheid contre le peuple palestinien, le parlement de la monarchie marocaine met sur pied un groupe parlementaire d'amitié avec l'entité sioniste.



Ph: DR

**A**u terme d'un vote historique, par le Parlement de Catalogne affirmant dans sa résolution que l'entité sioniste commettait un crime d'apartheid contre le peuple palestinien, salué par les Espagnols, le peuple palestinien et ses soutiens de par le monde, les condamnations du Parlement marocain suite à sa création du groupe d'amitié avec l'entité sioniste pleuvent notamment ceux du peuple marocain et évidemment palestinien. Devant la première chambre en Europe à voter une résolution affirmant la nature et le caractère d'apartheid des crises sionistes contre les Palestiniens, le Parlement de Catalogne affirmé dans sa résolution qu'Israël applique un système politique « contraire au droit international et équivalent au crime d'apartheid contre les Palestiniens des territoires occupés », tel que définit, poursuit-on « dans le Statut de Rome de la Cour péna-

le internationale ». Alors que le peuple palestinien et ses soutiens à sa cause juste à travers le monde saluent le vote historique du parlement de Catalogne et avant lui l'adoption par le parlement irakien du texte criminalisant la normalisation avec les autorités coloniales israéliennes en Palestine, des positions qui tombent pile face aux violations sionistes contre les Palestiniens d'El-Qods occupés et ses Lieux-saints, le Parlement marocain célèbre la création de son groupe d'amitié avec les députés du système politique d'occupation et d'apartheid en Palestine. Des parlementaires qui par ce pas franchit contre la volonté du peuple marocain, qui ne cessant de manifester son opposition à la normalisation de pays avec l'entité sioniste, viennent de montrer à l'opinion marocaine qu'ils sont au service du système makhzénien et non de leurs électeurs, les citoyens marocains. Alors que le parti de gauche catalan "En Comu Podem" déclarait dans un tweet

« célébrant la résolution condamnant les crises coloniales sionistes contre les Palestiniens, le tweet rapporte une déclaration de la législatrice Susana Segovia Sanchez indiquant « c'est un moment historique. Aujourd'hui, nous appelons par son nom la violation des droits de l'Homme en Palestine », et la résolution précise qu'il s'agit de « crimes d'un système d'apartheid ». Le Comité national palestinien de boycott, désinvestissement et sanctions (BNC), contre l'entité sioniste, le large regroupement d'associations de de la société civile palestinienne, a salué le Parlement de Catalogne pour sa résolution reconnaissant et condamnant le crime d'apartheid de l'entité sioniste contre le peuple palestinien.

## LES MAROCAINS QUALIFIENT DE « CRIME » LA CRÉATION DU GROUPE PARLEMENTAIRE D'AMITIÉ MAROC-ISRAËL

Alors que le peuple palestinien salue, les actions, positions et autres manifestations

de soutien à sa cause et condamnation de la politique israélienne, le royaume marocain fait subir des violences et des interdictions à toute manifestations de Marocains contre Israël et normalisation de Rabat avec l'entité sioniste, Israël annonce en grande pompe de déplacement de son ministre de l'intérieur au Maroc. Un déplacement annoncé, pour hier, par les médias israéliens, soit, le jour de la tenue d'une manifestation des Marocains contre la normalisation avec l'occupant israélien de la Palestine.

Une action populaire marocaine qui ne manquera pas de pointer du doigt la posture de trahison du parlement marocain en procédant à la création du groupe d'amitié avec les députés de l'entité sioniste, qui durant des décennies n'ont cessé et continuent d'adopter des lois contre le peuple palestinien, dont la prolifération des colonies sur les terres palestiniennes de 1967 et aussi des palestiniens des territoires de

48, d'El-Qods occupée et contre les lieux saints des Palestiniens, musulmans et chrétiens. Dans un communiqué, l'Observatoire marocain contre la normalisation a qualifié la démarche du Parlement marocain « de crime contre la volonté populaire et de politique qui démontre la dislocation de l'État et de ses institutions ». Poursuivant la société civile marocaine affirme que « celui qui a initié cette démarche (...), la honte et le déshonneur le poursuivront jusqu'au dernier jour de sa vie » et d'affirmer que « les Marocains s'en souviendront et sauront le classer dans le fichier des traîtres et d'ennemis du peuple, de la cause palestinienne et des martyrs », a écrit l'Observatoire. Sans manquer de rappeler « ce groupe « parlementaire : Ndlr), tout comme les autres normalisateurs, ne représente que lui-même, et le peuple marocain est et restera éternellement aux côtés du peuple palestinien et de sa cause » affirme-t-on. Pour sa part, le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation de la section de la ville d'Agadir, a dénoncé vivement la démarche honteuse du Parlement marocain, la qualifiant de « tentative désespérée et vaine », saisissant l'occasion pour fustiger les initiateurs des festivités de normalisation programmées à Souss Al-Alima et dans d'autres régions marocaines. Faisant savoir que « ces festivités ne réussiront jamais à faire adhérer les braves habitants de ces régions à leur projet de normalisation » il a affirmé que « ces régions resteront toujours fidèles à leurs principes et à la juste cause palestinienne », a écrit la section d'Agadir dans un communiqué.

Karima Bennour

CONGRÈS DE L'UNION NATIONALE DE LA FEMME SAHRAOUIE

## L'ONU appelée à achever la décolonisation au Sahara occidental

**D**es délégations étrangères, participant au 9e congrès de l'Union nationale de la femme sahraoui (UNFS) tenu dans le camp des réfugiés d'Aousserd, ont exigé, des Nations unies (ONU) et la communauté internationale « à accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental ». Au deuxième jour des travaux du 9ème Congrès de l'UNFS, plusieurs invités étrangers, dont des femmes, venus des quatre coins du monde en solidarité avec la lutte du peuple sahraoui ont exhorté la communauté internationale, dimanche, à assumer ses responsabilités au Sahara occidental, dernière question de décolonisation en Afrique, inscrite sur l'agenda de l'ONU et de l'Union africaine (UA). Appelant les membres du Conseil de sécurité « à agir pour l'application du Droit international » en vue de mettre fin à l'occupation marocaine au Sahara occidental. Les délégations étrangères ont appelé aussi « à trouver de nouvelles méthodes pour exercer une pression sur l'ONU et le Conseil de sécurité, et partant concourir au règlement du conflit du Sahara occidental » par la tenue du référendum d'au-

jourd'hui du peuple sahraoui. La secrétaire de la commission zimbabwéenne de solidarité avec le peuple sahraoui et cheffe de la délégation de son pays présente à l'événement a souligné que sa participation à ce 9e Congrès de l'UNFS « a été mue par la volonté de transmettre les sentiments et l'esprit de solidarité de toutes les femmes zimbabwéennes avec le peuple sahraoui », ajoutant que la question du peuple sahraoui « a toujours figuré en tête des intérêts de la commission zimbabwéenne de solidarité avec le peuple sahraoui ». Après avoir fait part de sa grande joie de prendre part à cette rencontre, la représentante du Zimbabwe a dénoncé « le silence » de la communauté internationale vis-à-vis des violations par l'occupant marocain des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés. Pour sa part, la représentante de l'Association d'amitié Colombie-Sahara occidental, Mme Alexandra Cordoba Heredia, a fait part de « sa profonde et pleine solidarité avec le peuple sahraoui » lequel souffre le martyr, sous le joug colonial marocain et des conséquences de la non application

de la Légalité internationale à ce jour, pour mettre fin à la colonisation au Sahara occidental, exprimant « sa grande fierté de la bravoure et de la résistance du peuple sahraoui ». À la même occasion, elle a dénoncé « la répression persistante et continue des violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental par les forces d'occupation marocaines », réaffirmant « le droit inaliénable et inconditionnel du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la souveraineté sur son territoire ».

La militante colombienne, Alexandra Cordoba Heredia, a précisé, lors de son allocution, que « la communauté internationale est tenue de respecter le droit international » en œuvrant, poursuit-elle, « à l'organisation d'un référendum d'autodétermination afin de permettre au peuple sahraoui de déterminer librement et démocratiquement, son sort » a-t-elle précisé. De son côté, la présidente de la Marche internationale turque, a souligné que « la communauté internationale ne peut continuer à fermer les yeux sur l'occupation marocaine, au Sahara occidental, un pays qui lui est voisin » et aussi de

faire abstraction « des abus de l'occupation marocaine continus envers son peuple sahraoui, notamment par le pillage de ses ressources naturelles ». Elle ajoute plus loin que la Communauté internationale ne peut aussi fermer les yeux « sur la persistance du mépris » de l'occupant marocain de la Légalité internationale, portant ainsi atteinte aux « efforts précieux de la communauté internationale en faveur de la paix dans la région ». Dans la soirée de samedi, des travaux du Congrès de l'UNFS, les congressistes sahraoui ont débattu des rapports moral et financier, où la secrétaire générale de l'union a passé en revue les dits rapports, évoquant les différents domaines de travail de l'organisation ainsi que les réalisations accomplies dans le cadre de l'évaluation du mandat précédent. Le congrès a vu la participation de plus de 400 déléguées de diverses antennes et sections de l'organisation des femmes sahraoui avec notamment, faut-il le noter, la présence d'une délégation de femmes des territoires sahraouis occupés.

K. B.

COLOMBIE

# Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire du pays

*C'est un vote historique: l'opposant Gustavo Petro est devenu dimanche le premier président de gauche de l'histoire de la Colombie, avec l'ambition de "changer" un pays en crise et qui n'a jamais connu une telle alternance.*

"**N**ous nous engageons à un changement véritable, un changement réel", a lancé le sénateur de 62 ans au soir de sa victoire, sur la scène d'une grande salle de spectacle de Bogota, devant des centaines de ses partisans en liesse. "Le gouvernement qui entrera en fonction le 7 août sera celui de la vie, de la paix, la justice sociale et la justice environnementale", a dit Gustavo Petro, au côté de sa famille, de ses proches et de sa colistière, l'afrodescendante Francia Marquez. Depuis Madrid, le gouvernement de gauche espagnol a félicité l'ex-guerrillero pour sa victoire "historique" pour la gauche colombienne. Nous espérons "travailler en étroite collaboration avec le nouveau gouvernement colombien dans la construction de politiques sociales, équitables et durables", ainsi que "du respect et de la protection de l'environnement", a ajouté le gouvernement espagnol.

## "RESPECT ET DIALOGUE"

Ancien membre d'une guérilla d'extrême gauche converti à la social-démocratie, ex-maire de Bogota, M. Petro a recueilli 50,44% des voix, contre 47,31% à son concurrent l'homme d'affaires Rodolfo Hernandez, selon les résultats provisoires du second tour de la présidentielle dimanche - le solde représentant les bulletins blancs, comptabilisés en Colombie dans les suffrages exprimés. Avec 11,2 millions de voix en sa faveur, le sénateur a devancé de près de 700.000 voix son adversaire (10,5 millions), qualifié surprise du premier tour le 29 mai dernier qui avait supplanté le candidat de droite. La participation s'élève à 58%. M. Hernandez a immédiatement concédé sa défaite, souhaitant que son adversaire "sache comment diriger le pays et qu'il soit fidèle à son discours contre la corruption". "Les partisans de Rodolfo Hernandez pourront venir dialoguer avec nous



PH: DR

quand ils veulent (...). L'opposition, quelle qu'elle soit, sera toujours la bienvenue pour dialoguer", a promis le futur chef de l'Etat. "Il n'y aura que le respect et le dialogue, c'est ainsi que nous pourrions construire le grand accord national et la paix intégrale", a-t-il ajouté, s'engageant par ailleurs à ce que la Colombie soit "à la tête de la lutte contre le changement climatique" dans le monde. "Je suis la première femme afrodescendante vice-présidente de Colombie", a proclamé fièrement Mme Marquez, modeste villageoise devenue activiste écologiste, et qui a joué un grand rôle dans la campagne comme colistière du candidat. "Nous avons franchi un pas important. Nous avons un gouvernement du peuple, un gouvernement des gens qui vont à pied, un gouvernement pour ceux qui ne sont rien (...). Ensemble, nous allons réconcilier cette nation, dans la joie et la paix", a-t-elle lancé, vêtue de ses habituelles tenues aux motifs africains. Cette élection présidentielle marque la déroute des élites conservatrices et libérales au pouvoir depuis deux siècles dans la quatrième puissance économique d'Amérique latine. Les deux qualifiés du premier tour étaient arrivés en tête avec un discours de rupture et "anti-establishment", M. Petro (40%) portant en étendard la défense de "la vie", tandis que M. Hernandez (28%) promettait d'en finir avec la corruption, un mal endémique du pays.

## NOMBREUX DÉFIS

La lutte a été particulièrement âpre entre les deux hommes, avec une campagne finale faite d'accusations en tous genres, de désinformation et innombrables coups bas. Les

derniers sondages publiés il y a une semaine donnaient les deux hommes à quasi-égalité. Comme lors du premier tour, aucun incident majeur n'est venu perturber le vote. Cette élection se déroulait dans un contexte de crise profonde dans le pays, après la pandémie, une sévère récession, des manifestations antigouvernementales durement réprimées et une aggravation de la violence des groupes armés dans les campagnes. C'est la troisième fois que M. Petro se présentait à une présidentielle. Après avoir écumé le pays avec une centaine de meetings avant le premier tour, il a tenté ces trois dernières semaines de se montrer plus proche des Colombiens ordinaires, soucieux de corriger son image d'homme de trop de discours, trop autoritaire ou aux tendances messianiques selon ses adversaires. Il s'est engagé à renforcer l'Etat, à réformer le système des retraites et l'impôt pour faire payer les plus riches. Sa première mesure sera de suspendre l'exploration pétrolière et d'entamer au plus vite la transition énergétique. "Une partie significative du pays", effrayée notamment par son passé d'extrême gauche, "ne voulait pas de Petro comme président", souligne cependant Sergio Guzman, consultant à Colombia Risk Analysis. Il aura également fort à faire pour gouverner avec un Parlement divisé, où sa coalition du Pacte historique est certes la première force mais qui reste une place forte des conservateurs et des libéraux. Il devra aussi surmonter les réticences au sein de l'armée, dont il devient le chef suprême, faire face à la pression inflationniste et à des institutions faibles et politisées, selon ce même analyste.

## NUCLÉAIRE IRANIE

### Téhéran réaffirme sa volonté d'avancer sur la voie diplomatique

Téhéran a réaffirmé lundi sa volonté d'avancer sur la voie diplomatique au sujet de son dossier nucléaire, en dépit de nouvelles mesures punitives imposées par les Etats-Unis contre l'Iran. "Nous continuons à avancer sur la voie diplomatique et le train n'a pas encore déraillé malgré le revirement des Américains sur leurs engagements", a assuré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh, dans sa conférence de presse hebdomadaire. Les négociations qui visent à faire revenir les Etats-Unis dans l'accord conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances, sont au point mort depuis mars, après plus d'un an de discussion. L'Iran a déconnecté certaines des caméras de surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur ses sites nucléaires, peu après que les Etats-Unis et les Européens ont fait voter le 8 juin une résolution à l'AIEA dénonçant le "manque de coopération" de Téhéran. Toutefois, l'Iran a déclaré le 13 juin que toutes ces mesures sont "réversibles", une fois un accord conclu à Vienne. "Les Etats-Unis ont de nouveau décidé de retarder l'accord et se sont rendus à la réunion du conseil des gouverneurs de l'AIEA avec l'illusion de pouvoir l'utiliser comme un levier" contre Téhéran, a indiqué lundi M.Khatibzadeh. "La réponse de l'Iran a été ferme", a-t-il jugé. L'actuelle administration américaine de Joe Biden a déclaré vouloir revenir dans l'accord à condition que Téhéran renoue avec ses engagements, tandis que l'Iran exige la levée des sanctions.

## RD CONGO

### Nouvelles attaques contre les Casques bleus de l'ONU

Au moins six tirs de mortiers ont été lancés dimanche par des hommes armés du Mouvement du 23 mars (M23) contre des positions de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), dans la région de Shanghi, de la province du Nord-Kivu (nord-est), a fait savoir dimanche soir la MONUSCO.

Via le compte Twitter de la MONUSCO, la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou Keita, "condamne sans réserve ces nouvelles attaques ciblées du M23", notant que viser des Casques bleus de l'ONU "peut constituer un crime de guerre au regard du droit international". La MONUSCO a promis de poursuivre tous les efforts possibles pour protéger les civils et aider à l'acheminement de l'assistance nécessaire aux populations déplacées. Depuis fin mars 2022, le M23 est à l'offensive dans la province du Nord-Kivu, alors que des milliers de civils ont été déplacés par les combats toujours en cours.

## MIGRANTS

### Hausse des tentatives de traversées de la Manche

Les tentatives de traversées clandestines de la Manche par des migrants voulant rejoindre l'Angleterre ont explosé au premier semestre 2022, après une année 2021 déjà record, rapportent lundi, des médias, citant le ministère français de l'Intérieur. Entre le 1er janvier et le 13 juin 2022, "777 événements de traversées et tentatives de traversées en small boats (petits bateaux) impliquant 20.132 candidats (+68% par rapport à la même période en 2021) ont été recensés", a précisé le ministère, sur fond de durcissement de la politique migratoire côté britannique.

En 2021, ces tentatives de traversées généralement par bateaux pneumatiques au départ du littoral nord de la France, entre Calais et Dunkerque, avaient atteint un "record", avec 52.000 personnes l'ayant tentée et 28.000 migrants l'ayant réussie, selon les données du ministère de l'intérieur communiquées en janvier.

"Il est à noter que le taux de mises en échec est en hausse constante avec 61,39% des traversées maritimes empêchées par les forces de sécurité intérieure françaises (+4,2 points par rapport au taux de 2021) et 10.090 individus (+65 %) interpellés depuis le début de l'année", a souligné le ministère.

## SYRIE

### 13 soldats tués dans une "attaque terroriste" contre un bus militaire

Au moins treize soldats ont été tués et deux autres blessés lundi lors d'une attaque contre un bus militaire dans la ville de Raqa dans le nord de la Syrie, a rapporté l'agence de presse syrienne Sana. L'agence qui cite une source militaire a déclaré que l'attaque a eu lieu à 6H30 locales (3H30 GMT) contre un bus militaire, qui circulait sur la route Al-Zamla, à Jabal Al-Bishri dans la ville de Raqa. Sana n'a pas précisé qui était derrière l'attaque, alors qu'aucune partie n'a jusqu'à présent revendiqué l'attaque meurtrière. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis début mars, lorsque 15 soldats ont péri dans une attaque menée par le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech) dans le désert syrien de Palmyre. Le 13 mai, dix soldats avaient été tués par un tir de missile sur leur bus dans la province d'Alep. Il s'agissait de l'attaque la plus meurtrière depuis la trêve de 2020.

**S  
T  
R  
O  
P  
S**

**SELON SON ENTOURAGE**

## Raouraoua pas intéressé par un retour à la FAF

*Comme tout le monde le sait, la succession de Charef Eddine Amara à la tête de la FAF depuis que ce dernier a démissionné de son poste pour payer les deux déconvenues de la sélection algérienne sortie dès le premier tour de la CAN-2022 et éliminée des barrages qualificatifs pour le prochain Mondial.*

**D**epuis quelque temps, le nom de l'ancien président de la FAF, Mohamed Raouraoua, revient avec insistance dans les milieux footballistiques nationales. L'homme, qui avait quitté son poste en 2017, est pressenti pour reprendre les commandes du sport roi en Algérie.

Ils sont nombreux, parmi les amateurs de la balle ronde dans le pays, à se frotter déjà les mains, estimant que Raouraoua est l'homme de la situation. Ils voient même en lui le "messie" qui a le potentiel de sortir le football national du marasme et le réhabiliter surtout sur le plan international.

Mais voilà que si l'on se réfère à des sources proches de Raouraoua lui-même, ce dernier n'est guère intéressé par un retour aux affaires de la FAF. Sa participation à la dernière assemblée générale



ordinaire de la première instance footballistique nationale, jeudi dernier, ne signifie nullement un signe annonciateur de son come-back, insistent les mêmes sources.

Cela pourrait conduire à déduire que Raouraoua va soutenir, lors de l'AG électorale prévue pour le 7 juillet prochain, son ami Djahid Zefzef, actuel manager général de la sélection nationale et ancien bras droit de Raouraoua à la FAF.

Cependant, l'éventuelle candidature de Zefzef pourrait être rejetée. Et pour cause, il y a un procès-verbal qui montre bien qu'il a démissionné du Bureau fédéral en 2018 et qu'il a été remplacé par Abdallah Gueddah.

Même Ali Malek, en sa qualité de président de la Commission des candidatures, a laissé entendre récemment que celui qui a démissionné n'a pas le droit de se présenter.

Malgré cela, il n'est pas à écarter de voir le dossier de Zefzef validé, selon les observateurs. Ces derniers estiment d'ailleurs qu'il suffit de jeter un coup d'œil dans le rétroviseur pour se rendre compte que nombre d'anciens présidents de la FAF n'avaient pas réuni les conditions requises pour être élus. En d'autres termes, la réglementation au niveau de la Fédération est bafouée depuis un bon bout de temps.

Hakim S.

BRILLANT CONTRE L'IRAN

## Tougai dans le viseur de Rennes

**B**rillant pour sa première titularisation sous le maillot national, dimanche dernier à Doha contre l'Iran, le jeune défenseur central, Mohamed Amine Tougai, intéresse au plus haut point le club français de Rennes. Ce dernier songe sérieusement au joueur formé au NAHD pour remplacer l'international marocain Naïf Akred qui a pris cet été la direction du club anglais de West Ham.

Cette transaction, si elle venait d'être conclue, permettrait à Tougai de gravir un échelon dans sa carrière footballistique, lui qui est en train de vivre une première expérience à l'étranger depuis deux ans et demi, soit depuis qu'il a rejoint le célèbre club tunisien, l'ES Tunis.

Et comme Tougai est toujours lié à la formation phare de la capitale tunisienne, on s'attend à ce que cette dernière cherche à tirer le maximum de profit sur le plan financier de son éventuel départ vers



Rennes. En attendant, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, sera certainement le premier à encourager l'enfant de Kouba à rejoindre le club breton. En France, le jeune prodige algérien aura encore à progresser, ce qui lui permettra de s'imposer comme titulaire à part entière dans la

charnière centrale des Verts, un poste ô combien sensible que Belmadi pense d'ores et déjà à le renforcer.

Aïssa Mandi, par exemple, n'est que rarement utilisé au sein de son club espagnol de Villarreal. L'axe de la défense de l'EN s'affiche comme le compartiment le

plus menacé de disparition.

En effet, avec un Benlamri sans club et sans compétition depuis quelques semaines déjà, c'est un pilier de l'EN qui risque de ne pas assister au redémarrage des Verts. Un vide à combler en défense centrale. Mine de rien, c'est carrément la charnière centrale présente à Japoma en mars qui risque de ne pas être au rendez-vous, car Bedrane vit des moments difficiles à l'EST, il ne joue plus, surtout depuis sa bourde commise contre l'ESS qui a coûté cher aux gars de la capitale tunisienne en quart de finale de la C1 africaine.

Mohamed-Amine Tougai, le longiligne stoppeur, écarté par Belmadi du groupe de mars dernier, devrait s'inscrire dans les plans de cette EN new-look. Une association avec l'autre jeune de la défense algérienne, la belle surprise du stage de juin, Ahmed Touba donnerait un duo jeune et rassurant.

H. S.

JM-ORAN 2022

## JUDO La sélection algérienne voit grand

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo, auréolée de son titre continental, espère "rester sur sa lancée" lors des Jeux méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), et "réaliser d'autres bons résultats, qui feront honneur aux couleurs nationales", a espéré le Directeur technique national, Samir Sebaâ.

Certes, la tâche s'annonce difficile, surtout en présence de certaines grandes nations de la discipline, comme l'Espagne, l'Italie et la France, mais nous restons tout de même optimistes quant à la capacité de réussir une participation honorable, surtout si le facteur chance est de notre côté" a-t-il insisté.

En effet, le Directeur technique national considère que le "facteur chance" joue un grand rôle dans certaines disciplines sportives, dont le judo, notamment, "en ce qui concerne le tirage au sort", car selon lui "tomber sur des adversaires figurant dans le Top 10 mondial dès les premiers tours, ce n'est pas comme les croiser en demi-finale, car cela permet d'espérer une médaille, au lieu de quitter la compétition précocement" a-t-il expliqué.

Sebaâ a également attiré l'attention sur "l'importance du travail psychologique, pour mettre les athlètes en confiance" et les aider à croire en leurs chances, malgré la difficulté de la tâche.

"Lors de ma dernière discussion avec les athlètes, je leur ai rappelé que nous avons glané deux médailles de bronze en Espagne,



lors des JM de Tarragone. C'était grâce à Lyès Bouyakoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg). Ce qui veut dire que malgré la difficulté de la tâche, nous pouvons quand même prétendre à des podiums" a-t-il rassuré.

Autres facteurs qui encouragent Sebaâ à rester optimiste quant à la capacité de la sélection nationale de réussir un bon parcours lors des JM d'Oran, le fait que "l'élite nationale ait retrouvé son meilleur niveau, comme en témoigne son sacre continental, remporté à la fin du mois de mai dernier à Oran, sur le site même des JM-2022.

"Comme on dit, on ne change pas une équipe qui gagne. Nous disputerons donc les JM avec le même effectif qui a remporté les derniers Championnats d'Afrique. Des athlètes expérimentés, qui devraient se transcender lors de ces Jeux, d'une part parce que la compétition aura lieu chez nous, mais aussi pour conclure en beauté, car beaucoup parmi eux sont trentenaires" a-t-il encore souligné.

En effet, certaines athlètes comme Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) sont très proches de la fin de carrière et quoi de mieux pour elles que de raccrocher sur un podium au JM d'Oran. Pour aider les athlètes à garder aux formes en prévision des JM, la Direction technique nationale a organisé un stage précompétitif, aussi bien pour les mes-

## Les équipements de la DJS s'offrent un nouveau look

L'héritage des Jeux méditerranéens (JM) dont bénéficiera la ville hôte Oran, une fois la messe sportive achevée, est énorme. Dans la capitale de l'Ouest, les sportifs se frottent déjà les mains au regard des énormes acquis obtenus en matière d'infrastructures sportives. Rien que pour les sites sportifs mis sous la tutelle de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS), une quinzaine a fait l'objet de profonds travaux de réaménagement. C'est le cas du champ de tir aux armes sportives à Bir El Djir (Est d'Oran). Les travaux, lancés dans le cadre des préparatifs de la capitale de l'Ouest du pays pour accueillir la 19e édition des Jeux méditerranéens, prévue du 25 juin au 6 juillet 2022, ont touché pas moins de six lots. Il s'agit du stand air comprimé, fosse de Tir et mur de clôture, club house, tribune et stand de tir à l'arc, VRD, aménagement extérieur, poste transformateur et groupe électrogène.

A présent que les travaux sont achevés, la wilaya d'Oran dispose désormais d'un site sportif en mesure d'abriter les plus hautes compétitions mondiales dans la discipline, puisque qu'il est "aux normes de la Fédération internationale concernée", s'est-on réjoui à la DJS. La salle omnisports d'Arzew (Oran), a fait, elle aussi, l'objet d'importants travaux de rénovation en vue des JM. Elle s'est dotée d'ailleurs d'un tapis haut de gamme. Il s'agit du tapis "Gerflor 9 mm", semblable à celui ayant abrité le mois de janvier derniers les rencontres du championnat d'Europe de handball, domiciliées en Hongrie et en Slovaquie. Cette salle a été fermée pendant près de deux ans, au cours desquels plusieurs chantiers ont été ouverts. Ces derniers étaient scindés en deux parties. Ils ont été confiés à la DJS ainsi qu'à la commune d'Arzew.

La DJS s'est chargée de moderniser les aspects techniques de cette installation sportive, notamment en recouvrant le terrain d'un nouveau plancher en bois d'une excellente qualité qui permet aux sportifs d'offrir les meilleures performances et dans d'excellentes conditions. Concernant le second volet lié aux travaux de réhabilitation des différentes installations de la salle, ils ont été confiés à la commune d'Arzew. Des opérations similaires ou presque ont été aussi engagées au niveau des salles omnisports de plusieurs communes de la wilaya d'Oran, telles Bir El Djir, Gdyl, Ain El Turck et Oued Tlelat, en plus du Centre équestre d'Es-senia.

Quant à la commune de Mers El Hadjadj, elle a tout simplement bénéficié d'un nouveau stade de football de 5.400 places qui abritera une partie des rencontres du tournoi de football des JM.

Doté d'une pelouse synthétique de dernière génération, ce stade, qui vient renforcer le parc sportif de la wilaya d'Oran, est géré par les services de la DJS. Il constitue une option de taille pour de nombreux clubs de la région évoluant dans différents paliers au cas où leurs stades où ils sont domiciliés ne venaient pas d'être homologués en vue de la saison prochaine.

INTER MILAN

## Romelu Lukaku bientôt de retour

Après une saison passée à Chelsea, Romelu Lukaku est sur le point de revenir à l'Inter. Les deux clubs se sont presque mis d'accord sur les contours de l'opération, et le Belge va bientôt reporter le maillot nerazzurro.

Il y a certains feuilletons qui font un peu plus la Une que d'autres lors des différents mercats. Cet été, tout le monde attendait celui autour de Kylian Mbappé mais le champion du Monde français a déjà pris sa décision et a prolongé son contrat au Paris Saint-Germain. Erling Haaland, sur le départ du Borussia Dortmund, a lui choisi de signer en faveur de Manchester City malgré l'intérêt du Real Madrid. Mais il y a d'autres dossiers chauds qui ne sont pas encore réglés, comme l'avenir de Paul Pogba, la future destination de Robert Lewandowski ou encore la possible arrivée de Frankie de Jong à Manchester United.

En Angleterre justement, il y a un autre club qui fait parler de lui, à savoir Chelsea. Ou plutôt un joueur. Revenu à Chelsea l'été dernier après deux saisons du côté de l'Inter, Romelu Lukaku n'a pas été étincelant en 2021-22 avec les Blues malgré 15 buts en 44 apparitions toutes compétitions confondues. Il faut dire que son interview



fin décembre, dans laquelle il faisait part de son mécontentement et évoquait l'envie d'un retour en Lombardie, n'a pas aidé. Désormais, le joueur âgé de 29 ans peut se concentrer sur son avenir puisque l'exercice est terminé, et un retour chez les Nerazzurri est proche.

### UN PRÊT PAYANT DE 10M€ HORS BONUS

Depuis plusieurs semaines maintenant, Chelsea et l'Inter discutent ensemble d'une arrivée de l'international belge (102 sélections, 68 buts) à Giuseppe Meazza pour cet été. Les positions ont longtemps été éloignées entre les deux formations, alors que le principal concerné souhaite lui depuis longtemps revenir à l'Inter, même en baissant considérablement son salaire. Et finalement,

les dirigeants italiens semblent enfin toucher au but. Comme le rapporte Sky Italia ce dimanche soir, une nouvelle réunion a eu lieu entre Blues et Nerazzurri pour évoquer le dossier Romelu Lukaku.

Lors de leur échange avec leurs homologues, les dirigeants de Chelsea ont demandé un prêt payant de 10 millions d'euros, sans compter les éventuels bonus liés aux victoires du club italien sur la saison. Et le média transalpin explique que l'Inter est plutôt partante pour accepter cette proposition. Seul point encore à régler : avoir l'accord du propriétaire Steven Zhang. Si ce dernier valide cette opération avec ces chiffres, Romelu Lukaku sera alors une nouvelle fois un attaquant de l'Inter sous la forme d'un prêt.

MANCHESTER UNITED

## Martial et Wan-Bissaka poussés dehors

Nouvel entraîneur de Manchester United après l'intérim mené par Ralf Rangnick, Erik ten Hag compte bien redorer le blason des Red Devils dès la saison prochaine. Dans cette optique, le technicien batave a bien l'intention d'imposer son style, quitte à pousser certains cadres vers la sortie...

À quand le retour du grand Manchester United ? C'est sans doute la question que tout le monde se pose et plus particulièrement les fans mancunien, frustrés par un nouvel exercice 2021-2022 plus que décevant. Sixième, seulement, de Premier League la saison dernière et non qualifié pour la prochaine Ligue des Champions malgré le retour de Cristiano Ronaldo, Manchester United aura donc forcément à cœur de

retrouver les sommets du championnat anglais. Une ambition légitime que l'ancien coach de l'Ajax Amsterdam, Erik ten Hag, récemment intronisé sur le banc des Red Devils, tentera de porter fièrement chaque week-end.

Déterminé à l'idée de ramener les Diabes Rouges sur le devant de la scène, le technicien batave compte ainsi profiter de la fenêtre estivale pour mener un mercato ambitieux. À ce titre, le nouveau manager des Mancunien, s'agit d'ores et déjà demandé à sa direction de recruter deux milieux de terrain. En plus de Frenkie de Jong, pour qui il faudra lâcher environ 80 millions d'euros pour l'arracher aux griffes du FC Barcelone, Ten Hag souhaiterait également s'offrir les services de Christian Eriksen. Deux profils venant s'ajouter à une longue liste de joueurs convoités cet été...

**ANTHONY MARTIAL POUSSÉ VERS LA SORTIE !**

Prêt à chambouler l'ensemble de l'effectif, le Néerlandais a toutefois conscience qu'une telle opération nécessitera des finances au beau fixe. Dès lors et pour financer cet ambitieux mercato, deux nouveaux joueurs seraient poussés vers la sortie par le nouvel entraîneur de Manchester United. Selon les dernières informations du Mirror, il s'agirait du Français Anthony Martial (26 ans) et de l'Anglais Aaron Wan-Bissaka (24 ans). Prêt à Séville FC lors de la seconde partie de saison, l'attaquant tricolore (30 sélections, 2 buts) n'a jamais véritablement

MANCHESTER CITY

## Sterling c'est 70 millions euros

Une première offre refusée et un tarif prohibitif réclamé. Pour Chelsea, ce ne sera pas simple d'arracher Raheem Sterling à Manchester City mais la confiance règne malgré tout.

Raheem Sterling va-t-il continuer son tour d'Angleterre ? Après Liverpool et Manchester City, va-t-il découvrir un club londonien, Chelsea ? C'est le souhait des Blues, qui sont passés à l'action ces dernières heures pour racheter la dernière année de contrat de l'international anglais, lié jusqu'en 2023.

Romelu Lukaku étant proche de revenir à l'Inter Milan, l'entraîneur allemand Thomas Tuchel souhaite trouver un attaquant et Raheem Sterling semble coller au profil voulu, plus polyvalent que Lukaku et capable d'évoluer en pointe comme en soutien de l'attaquant dans son système en 3-4-3. Une première offre aux alentours de 40 M€ aurait été formulée par les Blues pour le joueur de 27 ans, comme le rapporte Sky Italia.

### CHELSEA CONFIAIT MALGRÉ TOUT

Offre refusée par Manchester City. Le tarif est pourtant conséquent pour un joueur libre dans un an, mais entre cadors anglais, on se fait rarement de cadeaux sur le mercato. Selon Sky Sports, le club mancunien réclame 70 M€ pour son attaquant, titularisé à 23 reprises en Premier League la saison dernière (13 buts en championnat). Une somme prohibitive mais qui ne décourage pas Chelsea.

La direction des Blues reste confiante quant à la finalisation de ce dossier. Elle ne croit pas à ce montant, et se réfère à ce que le Bayern Munich a payé à Liverpool pour Sadio Mané, dans la même situation contractuelle, à savoir un peu moins de 40 M€. Le Sénégalais est cependant plus âgé (30 ans) et il ne renforce pas un concurrent sur la scène nationale. Chelsea peut en tout cas s'appuyer sur l'envie de Sterling de changer d'air, après 7 années passées du côté de l'Étihad Stadium.

FOOTBALL

## Mourad Slatni vise les demi-finales

La sélection nationale de football (U18) jouera son va-tout et réalisera le meilleur parcours, lors du tournoi comptant pour la 19e édition des Jeux Méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), en dépit de la solidité des adversaires, engagés.

"L'équipe nationale des U18 présentera le meilleur parcours possible et aura son mot à dire, surtout qu'on jouera devant notre public, et malgré la présence de très bonnes et fortes sélections qu'on va rencontrer", a indiqué Mourad Slatni, lors d'une conférence de presse animée au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger).

Lors du tournoi de football des JM-2022 qui aura lieu du 26 juin au 5 juillet, la sélection algérienne défiera au 1er tour du groupe A, l'Espagne, la France, et le Maroc. Le second groupe comprend, la Turquie, la Grèce, le Portugal et l'Italie.

"Notre premier objectif est de passer, tout d'abord, le 1er tour, et puis pourquois pas, rééditer l'exploit de nos sélections nationales aux éditions méditerranéennes d'Alger en 1975 (médaille d'or), ou de France en 1993 (argent)", a souhaité l'entraîneur national des U18.



Néanmoins, M. Slatni a regretté une préparation "quelque peu perturbée d'autant que nous n'avons pas bénéficié de l'ensemble de nos joueurs. On a hérité de situations difficiles, telle que l'indisponibilité de joueurs qui devaient passer le BAC, d'autres étaient retenus par leurs championnats en France et en Angleterre et s'étaient absentes des stages pendant deux mois (mai et juin)", a-t-il tenu à expliquer.

Et d'ajouter : " six autres éléments, occupés par les examens de fin d'année, n'ont pu rejoindre le groupe que récemment, donc il était impossible de

les faire jouer lors des matchs d'applications, en raison de manque de préparation".

Par contre, l'ancien défenseur international s'est réjoui de retrouver dans son effectif des joueurs qui se connaissent déjà, du fait qu'ils ont joué ensemble dans la catégorie des U17.

Sur le plan de l'effectif, l'ancien défenseur international a regretté le fait que chaque sélection participante ne peut présenter qu'une liste de 18 joueurs, selon le règlement du tournoi, "ce qui reste insuffisant eu égard au calendrier du tournoi", a-t-il estimé.

"Durant le tournoi, nous

serons soumis à un rythme élevé durant la compétition, avec un seul jour de récupération entre nos matchs, ce qui est très insuffisant. J'aurais aimé bénéficier de plus de 18 joueurs pour pouvoir gérer la situation, car ce sera vraiment difficile de jouer trois matchs en six jours", a-t-il déploré.

L'entraîneur national a parlé aussi de l'absence de certains joueurs, pour des raisons diverses. "Si personnellement, je ne connais les raisons de l'absence du joueur Yanis Lagha, malgré sa convocation au stage d'Espagne, celles de Nadji Bouaichaoui et Adem Kenane est due à leur indisponibilité en raison de blessures".

Enfin, le coach national s'est dit content du rendement de sa troupe, lors du match amical contre les U18 du CR Belouizdad (1-1), samedi. "Lors de ce match, on n'a pas cherché le score, mais on a relevé avec satisfaction le rendement de l'équipe qui s'est amélioré en seconde période, malgré que certains joueurs ont joué ensemble pour la première fois", a souligné Mourad Slatni, tout en invitant les supporters à venir soutenir ses jeunes joueurs, qui les "libérera sur le plan psychologique", a-t-il conclu.

FC BARCELONE

## Les pépins physiques d'Ansu Fati continuent d'inquiéter

Sélectionné mais pas utilisé par Luis Enrique pendant la Ligue des Nations, Ansu Fati inquiète de plus en plus de monde...

La jeunesse barcelonaise et espagnole est pour le moins prometteuse. Si nos voisins ibériques se sont régalez avec Gavi pendant ces quatre rencontres de Ligue des Nations et qu'ils savent que Pedri est déjà un joueur plus que fiable pour mener l'équipe en vue du Mondial 2022, ils sont un peu dans le flou concernant Ansu Fati. La pépite de La Masia avait ainsi été appelée par Luis Enrique, le sélectionneur, malgré une deuxième partie de saison quasi blanche.

Seulement, il n'a finalement pas joué une seule minute, alors que tout le monde s'attendait à le voir entrer en jeu, et ce alors que le sélectionneur espagnol a énormément fait tourner. En Espagne, divers médias ont commencé à s'inquiéter, craignant une rechute de l'international espagnol de 19 ans, qui avait retrouvé la compétition au cours du mois de mai après presque quatre mois d'absence.

### DES GÈNES MUSCULAIRES PENDANT LE STAGE DE LA ROJA

Comme l'indique AS, la Fédération a voulu rassurer tout le monde et a confirmé au journal que le joueur n'a pas rechuté de sa blessure au biceps fémoral. Au contraire, il a même profité de ce stage pour faire des séances supplémentaires et retrouver un niveau de forme optimal au plus vite. Mais même comme ça, il y a de l'inquiétude. Comme l'expliquait Esp3, la chaîne publique de sport de la TV catalane, le Barça n'est pas totalement serein. Les médecins du club catalan seraient ainsi venus aux nouvelles auprès des médecins de la sélection pour en savoir plus, et même si le média confirme qu'il n'y a pas eu rechute, il affirme que le joueur a eu quelques gênes musculaires au niveau de la cuisse. Ce qui inquiète le Barça en vue du début de la saison prochaine, puisque comme Luis Enrique, Xavi veut en faire un joueur indiscutable dans son système. Rendez-vous à la mi-août.

### MARCUS RASHFORD AUSSI CONCERNÉ

En manque de temps de jeu du côté de Manchester United, notamment en raison de la concurrence, Marcus Rashford pourrait, lui aussi, mettre les voiles. Dans le viseur de plusieurs clubs anglais, l'attaquant des Three Lions (46 sélections, 12 buts) intéresserait particulièrement Arsenal. Avec une cote évaluée à 70 millions d'euros par ses dirigeants (60M€ selon Transfermarkt), l'international anglais, sous contrat jusqu'en juin 2023, reste malgré tout un investissement de taille pour la concurrence, qui plus est pour un joueur en manque de confiance. Une chose est sûre, du côté d'Old Trafford, les choses bougent et les indésirables sont désormais priés de s'en aller.



ORAN. JM-2022

# La ville au passé glorieux, affiche ses ambitions de métropole

La ville d'Oran, qui s'apprête à accueillir la 19<sup>ème</sup> édition des Jeux Méditerranéens, compte une histoire riche en événements, anciens et nouveaux, et aspire, aujourd'hui, à un avenir radieux à la mesure de ses ambitions.

La ville est restée, tout au long de cette histoire, l'un des centres scientifiques et culturels les plus importants de la région du Maghreb et une forteresse résistant aux assauts des envahisseurs de la rive nord de la Méditerranée. Selon une majorité d'historiens, la fondation de la ville d'Oran remonte à l'an 902 de notre ère lorsque des voyageurs andalous s'y sont installés et ont utilisé le port de Mers El-Kébir pour développer leur commerce. Avec le temps, les habitants des régions limitrophes les ont rejoints, permettant l'extension de son urbanisation et l'augmentation de la densité de sa population, grâce à sa position donnant sur la Méditerranée. Oran avait acquis une importance stratégique maritime, économique et culturelle. Cependant, le noyau de la ville remonte aux anciennes époques berbères lorsque le petit village d'Ifri a été construit sur la rive gauche de "Oued R'hi", connu sous le nom de "Ras El-Aïn", selon l'historien Yahia Bouâziz, qui, dans son livre "La ville d'Oran à travers l'Histoire", a estimé que les migrants venus d'Andalousie ont réalisé la "deuxième fondation" de la ville.

## UN CENTRE DE RAYONNEMENT INTELLECTUEL ET CULTUREL

Au fil des siècles, Oran a été soumise à la domination des Fatimides, des Almoravides, des Almohades, des Zanides, des Hafsidés et des Marinides. Elle a connu la fondation de nombreuses écoles, devenant l'une des principales métropoles du pays où fleurissait science et littérature. La ville a donné naissance à des personnalités de la



pensée, de la culture et de la religion, et attiré des savants de différentes régions, cités par Benaouda El-Mazari dans son livre "Touloue Saâd Sououd fi akhbar wahran wa makhzaniha oussoud", soit plus de 75 savants et "awlia" (saints protecteurs), entre les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, qui ont œuvré à la renaissance de la ville et participé dans la civilisation arabo-islamique dans le monde musulman, selon Yahia Bouâziz. Parmi ces savants, Cheikh Abou Ishak Abdallah Mohamed El-Ouahrani (10<sup>e</sup> s), le faqih et Qadi Abou Abdallah Mohamed El-Ouahrani (13<sup>e</sup> s), le médecin Abou Mohamed Amroune El-Ouahrani (11<sup>e</sup> s), l'écrivain Ibn Mahrez El-Ouahrani (12<sup>e</sup> s), Brahim Tazi (15<sup>e</sup> s), Cheikh Mohamed Benamar El-Houari (1439-1531), le saint patron d'Oran, dont le nom est lié à la ville.

## UNE CITADELLE DE RÉSISTANCE CONTRE LES ENVAHISSEURS

La ville d'Oran a fait l'objet de raids hispano-portugais et les Portugais l'ont occupée à deux reprises. La première de 1415 à 1437, reprise par les Zanides. La seconde de 1471 à 1477. Les espagnols l'ont ensuite occupée en l'an 1509 et ont été chassés en 1708, puis l'ont réoccupée en 1732. Oran a également fait

l'objet d'opérations d'altération de sa mémoire, de sabotage et de déformation de ses repères civilisationnels, urbains, historiques, culturels et religieux, notamment arabes et islamiques, par les espagnols. La libération définitive de la ville d'Oran eut lieu le 27 février 1792, après le siège imposé par le bey de Mascara Mohamed Ben Othmane El-Kebir à la garnison militaire espagnole d'Oran et de Mers El-Kebir, ainsi que les combats héroïques menés par des volontaires de toutes les régions de l'ouest du pays qui ont infligé une lourde défaite aux espagnols et les ont forcés à évacuer la ville, souligne le professeur d'histoire à l'université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", le Pr Mohamed Bendjebbour. Après la seconde libération, de grands efforts ont été fournis pour redonner à Oran sa gloire et sa dimension arabo-islamique, reconstruire et réparer ce qui a été détruit, puis les Français ont repris, après avoir occupé la ville en 1831, le processus d'effacement de ses repères culturels et de civilisation. Lors de la Guerre de libération nationale, Oran faisait partie des zones où le lancement des premières opérations, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, étaient préparés, lorsque le groupe dont faisait partie le martyr de la guillo-

tine, Ahmed Zabana, fut chargé de s'emparer des armes dans la caserne du quartier d'Eckmühl, entre autres opérations. Auparavant, Oran a été témoin de l'opération de l'attaque de la grande Poste par des commandos de l'Organisation Spéciale (OS), le lundi 5 avril 1949, qui a permis d'obtenir des fonds pour financer l'action armée contre le colonialisme français. Depuis l'Indépendance, Oran n'a cessé de lier son passé glorieux à son présent radieux à travers de nombreuses expansions urbaines, redynamisant le mouvement commercial, culturel et touristique, et développant des pôles industriels spécialisés en partenariat, tels que la pétrochimie, la sidérurgie, l'industrie automobile et le secteur pharmaceutique. Oran, qui compte trois universités et de nombreux centres de recherche et qui a été renforcée par de nouvelles infrastructures sportives, de complexes touristiques et d'établissements sanitaires, ambitionne de poursuivre sa renaissance dans tous les domaines. La prochaine édition des Jeux Méditerranéens sera une opportunité pour cette ville et ses habitants d'afficher cette ambition de devenir une métropole qui compte dans le bassin méditerranéen.

## KHENCHELA. SAHARA DES NEMEMCHA Vers le raccordement à l'électricité de 3 périmètres agricoles

Le coup d'envoi des travaux de raccordement au réseau électrique de trois (3) périmètres agricoles dans le Sahara des Nememcha, au Sud de la wilaya de Khenchela, a été donné dimanche. Inscrite dans le cadre du programme complémentaire de développement de la wilaya, l'opération de raccordement des périmètres de R'mila, Zellas et Helifaya dans la commune de Babar (extrême-Sud de Khenchela) a été donnée par le wali, Youcef Mahiout, accompagné du directeur local de l'énergie, El-Mouled Benslimane, le directeur de la distribution de d'électricité et du gaz de la région Est, Mohamed Tabache, le directeur des services agricoles Rachid Boualleg et le directeur local de l'entreprise de distribution de d'électricité et du gaz Boubaker Benmouhoub. Dans ce contexte, M. Benmouhoub a précisé que 56 millions DA ont été affectés au raccordement, dans un délai de trois mois, de 24 puits artésiens dans le périmètre de Zellas à travers la réalisation d'un réseau de 26 km de lignes de moyenne et basse tension, en plus de l'installation de 8 transformateurs électriques. Dans le périmètre de Helifaya, 79 puits artésiens seront reliés au réseau électrique à travers 79 km de lignes et plusieurs transformateurs au terme d'un projet mobilisant 190 millions DA, à exécuter en 6 mois, a déclaré le même responsable. S'agissant du projet de raccordement de 97 puits artésiens dans le périmètre de R'mila, celui-ci portera sur la réalisation d'un réseau de 171 km de lignes dans un délai de 12 mois et avec une enveloppe financière d'un (1) milliard DA, a-t-il ajouté. Ces projets relieront 200 puits artésiens au réseau électrique dans le Sahara des Nememcha dans le cadre de l'encouragement des investissements agricoles, a souligné M. Benmouhoub.

## GHARDAÏA. CATASTROPHE

# Exercice de simulation du déclenchement du plan ORSEC

Un exercice de simulation visant à tester sur le terrain le déclenchement du plan d'organisation des secours (ORSEC) suite à des incendies de grande ampleur a été organisé dimanche à Gharđaia en présence des différentes parties concernées. Initiée dans le cadre de l'évaluation de la préparation du plan d'organisation des secours (ORSEC) et de prévention des catastrophes, cet exercice mené avec le concours des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale (GN) des éléments de la sûreté nationale et la Protection civile (PC), simule, selon le scénario, l'intervention dans le cas de départ de plusieurs incendies en même temps à travers les localités de la wilaya Gharđaia, Metlili et Guerrara, ce qui nécessite le déclenchement du plan

ORSEC par le wali qui assure également la direction des opérations de secours. "Cet exercice vise à tester la mise en œuvre sur le terrain du plan ORSEC, de l'organisation des procédures de secours d'urgence sous la direction unique pour remédier aux conséquences de l'ampleur de l'évènement", a expliqué le wali de Gharđaia, Boualem Amrani. "L'objectif majeur de cette simulation est d'arriver à impliquer tous les moyens de secours dont dispose la protection civile et les différents partenaires et services de la wilaya face à une situation de crise fictive d'envergure", a-t-il ajouté. "L'exercice permet de tester plusieurs aspects du plan ORSEC, dont l'organisation et la gestion de l'information, la coordination des différentes interventions, la gestion et la répartition des moyens, et

tester aussi le niveau de préparation et la disponibilité des différents intervenants dans ce plan", a-t-il détaillé. Dans le cadre de cet exercice qui a nécessité la mobilisation de près de 200 personnes, des représentants de plusieurs secteurs (santé, énergie, hydraulique, travaux publics, forêts, télécom, Algérienne des eaux) ont été associés aux opérations d'interventions et répartis efficacement sur le terrain en matériel et moyens humains, ont indiqué les organisateurs. Pour le commandant Mokhtar Boukabous, responsable de la planification de la Protection civile de Gharđaia, "cet exercice, qui vise l'acquisition des réflexes nécessaires et la mise en place des instruments de gestion et de commandement lors de catastrophes, a permis de tester le degré de mobilisation des moyens de

chaque module d'intervention lors du déclenchement du plan ORSEC". Selon la synopsis de cet exercice, plusieurs victimes de brûlures sont enregistrées et évacuées vers les structures de santé les plus proches prêtes à recevoir les blessés avant leurs évacuations vers les centres spécialisés. Cet exercice de simulation a permis d'évaluer le travail d'équipe de gestion de crise, l'efficacité de la chaîne de commandement des différents intervenants et le fonctionnement du centre directeur des opérations d'urgence, a-t-on signalé. La simulation a permis également la prise de contact entre les différents intervenants dans le plan ORSEC et de tester la capacité de leur mobilisation qui feront une économie de temps précieux pendant l'intervention en situation réelle,

FESTIVAL DE GENÈVE

# «Soula» de Salah Isaad décroche Le FIFOG d'or

Le Fifog d'or de la compétition internationale des courts-métrages a été décerné au film de fiction "Salwa" d'Ines Ben Othman (Tunisie) lors de la 17ème édition du Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG) qui a pris fin dimanche. Une Mention Spéciale, scénario et réalisation, est revenue à Leïla Bouzid pour son film de fiction, présenté dans la compétition internationale des longs métrages. Cette Mention Spéciale lui a été accordée "pour l'originalité du scénario et l'authenticité du dialogue".



recherche de son identité. "Ce lien a été traduit dans une mise en scène parfaitement maîtrisée. Une Mention Spéciale, de la Meilleure Actrice, a été attribuée à Soula Bahri pour son rôle dans "Soula". Dans la compétition des courts métrages, le FIFOG d'argent a été attribué à "Roadblock" de la Libanaise Dahlia Nemlich.

Deux Mentions Spéciales du Jury ont été attribuées à "Qahwet Ferial" de l'Égyptien

Mohanad Elkashef et "Baraye Bare Dovom" de l'Iranienne Leïla Akhbari.

Cette 17ème édition du Fifog placée sous le signe de "la liberté au féminin" a été organisée du 13 au 19 juin 2022. La plupart des films sélectionnés sont de réalisatrices ou réalisateurs qui explorent des thématiques en lien avec les libertés des femmes.

Le palmarès du FIFOG a été dévoilé au cours de la cérémo-

nie officielle, habituellement organisée aux Cinémas du Grütli, siège du festival. Les films primés figurent dans la compétition internationale des longs et courts métrages de fiction ainsi que dans la compétition scolaire. Le FIFOG se tient chaque année dans une dizaine de lieux à Genève et communes, en Suisse.

Le palmarès complet du FIFOG 2022 se présente comme suit : Compétition internationale Longs-métrages FIFOG d'or : "Soula" de Salah Isaad FIFOG d'argent : "Amira" de Mohammed Diab, Mention Spéciale (Scénario et Réalisation) : Leïla Bouzid pour son film "Une Histoire d'Amour et de Désir" Mention, Spéciale (Meilleure Actrice) : Soula Bahri pour son rôle dans "Soula", Courts métrages FIFOG d'or : "Salwa" de Ines Ben Othman, FIFOG d'argent : "Roadblock" de Dahlia Nemlich, Mention Spéciale du Jury : "Qahwet Ferial" de Mohanad Elkashef, Mention Spéciale du Jury : "Baraye Bare Dovom" de Leïla Akhbari, Compétition Scolaire "Shakwa" de Farah Saher (Liban) "Fatale Orientale" de Holy Fatma (France).

Le Jury a particulièrement apprécié le lien établi entre la poésie arabe classique - audacieuse et largement oubliée aujourd'hui - et la jeune génération arabe à la

## BOX-OFFICE NORD-AMÉRICAIN

### Les dinosaures de "Jurassic World" règnent en maître

"Jurassic World: Le Monde d'Après", le sixième volet de la saga culte de dinosaures, a conservé la première place du classement au box-office nord-américain pour sa deuxième semaine d'exploitation, selon les estimations dimanche du cabinet spécialisé Exhibitor Relations.

Entre vendredi et dimanche, le film réalisé à nouveau par Colin Trevorrow et produit par Universal Pictures a engrangé 58,7 millions de dollars dans les salles obscures, pour un total depuis sa sortie avoisinant les 250 millions de dollars en Amérique du Nord. Quatre ans après les événements de "Jurassic World: Fallen Kingdom", les dinosaures parcourent la Terre librement et les humains doivent désormais apprendre à vivre aux côtés de ces lézards parfois géants, et parfois gênants voire dangereux. Dès sa sortie, "Buzz L'Eclair" se hisse directement à la deuxi-

me place avec 51 millions de dollars de recettes, sans pourtant atteindre ni l'infini, ni l'au-delà. Le nouveau film des studios Disney-Pixar met en scène "Buzz", le personnage issu de sa saga Toy Story, mais le héros est cette fois-ci bien loin du coffre à jouets, puisque l'histoire se concentre sur son rôle de "ranger de l'espace" alors qu'il s'échoue avec son équipage sur une planète lointaine.

En troisième position, "Top Gun: Maverick" perd une place au classement mais continue d'affoler les compteurs en décrochant 44 millions de dollars aux guichets pour sa quatrième semaine d'exploitation.

La suite de "Top Gun", trente-six ans après, a été saluée par la critique. Tom Cruise y incarne toujours le pilote d'essai de la marine américaine Pete "Maverick" Mitchell, désormais capitaine, qui doit former des pilotes plus jeunes à bombardier l'usine d'enrichissement d'uranium d'un

pays voyou.

Loin derrière ce trio de tête, "Doctor Strange in the Multiverse of Madness" et sa tête d'affiche Benedict Cumberbatch enregistrent 4,2 millions de dollars de recettes après sept semaines dans les salles. La dernière production des studios Marvel est suivie de "Bob's Burgers: Le film", basé sur la série télévisée américaine du même nom (1,1 million).

#### Voici le reste du Top 10:

- 6 - "Les Bad Guys" (980 000 dollars)
- 7 - "Everything Everywhere All at Once" (960 000 dollars)
- 8 - "Downton Abbey 2: Une nouvelle ère" (830 000 dollars)
- 9 - "Sonic 2" (228 000 dollars)
- 10 - "Brian and Charles" (198 000 dollars)

## FÊTE INTERNATIONALE DE LA MUSIQUE

### Concert artistique au Théâtre régional d'Oran

Le comité d'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens 2022 a célébré, dimanche soir, la Fête internationale de la musique, en organisant un concert artistique au Théâtre régional d'Oran, Abdelkader Alloula.

Le concert a été animé par des artistes locaux, avec à leur tête Houari Benchenat, Cheb Bilal et Chebba Zahouania, en présence du Conseiller du président de la République chargé des relations extérieures, Abdelhafid Allahoum, du Commissaire des jeux, Mohamed Aziz Derouaz, du wali d'Oran, Saïd Saayoud et de l'ancien président du Comité international des jeux Méditerranéens (CIJM), Amar Addadi. Oran est fin prête à abriter cette fête méditerranéenne, a fait savoir le Commissaire des Jeux.

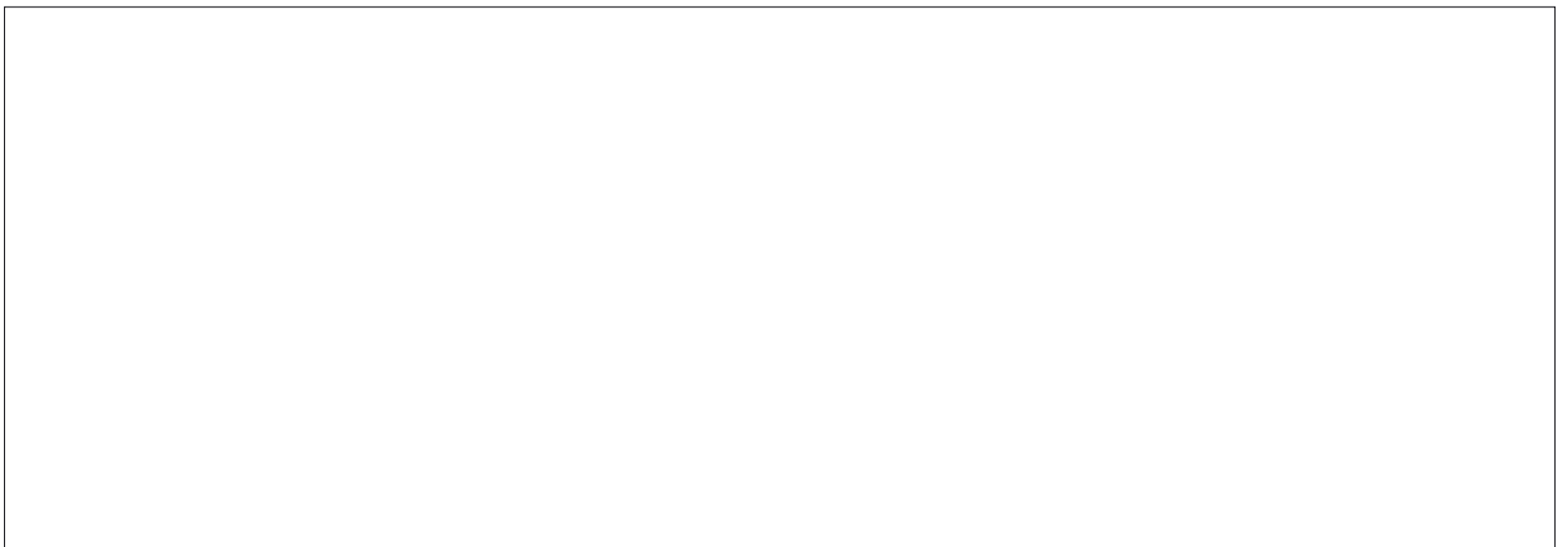
M. Derouaz a annoncé à cette occasion la réduction à 100 DA (au lieu de 500 DA) du billet d'accès au Complexe Sportif Olympique d'Oran pour assister à la cérémonie d'ouverture officielle de la 19e édition des Jeux méditerranéens d'Oran, prévue samedi prochain, et ce sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

De son côté, Ammar Addadi qui a quitté la présidence du Comité international des Jeux méditerranéens en octobre dernier, a évoqué la première édition de ces jeux abritée par l'Algérie en 1975, qui était "marquée par une très bonne organisation" malgré, a-t-il dit, "les appréhensions que nous éprouvions en raison du manque d'expérience sachant que c'était la première fois que notre pays accueillait un grand événement sportif quelques années après l'indépendance".

En évocation des gloires du sport algérien, l'ancien international du Handball algérien, Abdelhamid Boutchiche est monté sur le podium avec la médaille d'or qu'il a décrochée avec les Verts lors des Jeux méditerranéens de Lattaquié en 1987, un sacre remporté par l'équipe algérienne dirigée à l'époque par l'entraîneur Mohamed Aziz Derouaz.

Les artistes ayant animé cette soirée ont enchanté le public avec des musiques et des chansons du terroir oranais, un avant-goût du volet artistique de ces jeux méditerranéens qui au-delà, des compétitions, permettront aux jeunes des deux rives et des trois continents de se rencontrer et de célébrer l'événement pendant près de deux semaines à "El-Bahia" (Oran), sirène de la Méditerranée.

PUB



# Les courses en direct



**HIPPODROME ES SENIA - ORAN**  
**MARDI 21 JUIN 2022 - PRIX : GUAMRA - PS.AR.NEE**  
**DISTANCE : 1 000 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 16H00**  
**TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ**

## Kirloya-Mansourate El Mesk, un duo de femelles

Ce mardi 21 juin l'hippodrome d'Oran avec ce prix Guamra réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas été classés parmi les trois premiers d'une épreuve depuis octobre passé, nous propose un quinté tout juste moyen avec la présence de : Kirloya, Mansourate el Mesk, Racha de Carrere, Amjad et Fel El Nasr qui vont être difficile à débusquer. En cas de défaillance on peut retenir Nassiat El Kheir ou Makhloufi

### LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. KIRLY.** Tâch difficile. À revoir.
- 2. AMJAD.** Logiquement avec ce lot, il n'aura aucun souci à se frayer même une place de choix.
- 3. NASSIAT EL KHEIR.** Avec la monte du jour elle peut décrocher un accessit, le lot n'est pas assez consistant à l'arrière.
- 4. MAKHLOUFI.** Au mieux on peut juste le cocher pour une

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
AEK AOUAD	1	KIRLI	JJ:YD. KHARROUBI	58	11	K. HABES
B. BENARBIA	2	AMJAD (0)	AB. BOULESBAA	56	7	PROPRIÉTAIRE
AB. BENMERZOUG	3	NASSIAT EL KHEIR (0)	B. BANSAID	56	10	AB. GASMI
B. BENARBIA	4	MAKHLouFI	KH. NAIR	55	5	PROPRIÉTAIRE
A. AZZOUZ	5	RACHA DE CARRERE (0)	AL. TIAR	54	1	PROPRIÉTAIRE
AH. FEGHOULI	6	MANSOURATE EL MESK	K. HAOUA	54	6	YS. BADAOUI
Z. AIT YOUCEF	7	ISMATALI	A. YAHIAOUI	53	9	F. SOUILMI
AL. AOUAD	8	RAFIL	AP:ABD. BOULESBAA	53	4	K. HABES
AL. AOUAD	9	DJAMEL LOTOIS	F. MOUISSI	53	2	K. HABES
AB. BENMERZOUG	10	DITAKA	JJ.N. MANSOUR	52	12	AB. GASMI
AH. FEGHOULI	11	FEL EL NASR	HA. EL FERTAS	52	3	YS. BADAOUI
AL. AOUAD	12	KIRLOYA	AP:D. MABROUK	51	8	K. HABES

cinquième place. Outsider assez lointain.

**5. RACHA DE CARRERE.** Sa sixième place au Caroubier en dernier lieu nous donne à réfléchir. Méfiance, elle peut surprendre.

**6. MANSOURATE EL MESK.** Cette transfuge de Tiar est habituée à courir avec plus meilleurs, on ne peut la négliger.

**7. ISMATALI.** Ses deux dernières tentatives sont tellement décevantes qu'on ne peut lui faire confiance.

**8. RAFIL.** Rien à voir.

**9. DJAMEL LOTOIS.** À revoir.

**10. DITAKA.** Rien à voir.

**11. FEL EL NASR.** Il peut jouer le rôle d'un outsider moyen

d'autant qu'il s'agit d'un poulain.

**12. KIRLOYA.** Elle va être la candidate à battre de ce quinté.

### DANS LE CREUX DE L'OREILLE

#### MON PRONOSTIC

**12. KIRLOYA - 6. MANSOURATE EL MESK - 2. AMJAD - 5. RACHA DE CARRERE - 11. FEL EL NASR**

#### LES CHANCES

**3. NASSIAT EL KHEIR - 4. MAKHLOUFI**

## Fraude fiscale : Le Camerounais Samuel Eto'o plaide coupable pour échapper à la prison

**L**'ex-attaquant international camerounais Samuel Eto'o a conclu un accord avec le parquet espagnol, qui le poursuivait pour fraude fiscale, pour éviter d'aller en prison, a annoncé lundi un tribunal de Barcelone. Selon les termes de cet accord, Eto'o, qui évoluait au moment des faits au FC Barcelone, a été condamné à une amende et à une peine de 22 mois de prison, faisant qu'il ne sera pas incarcéré, comme le prévoit la loi espagnole, car cette peine est inférieure à deux ans. Eto'o, ayant porté les couleurs d'autres grands clubs européens pendant sa carrière de joueur, notamment l'Inter Milan, est actuellement le président de la fédération camerounaise de football. Son principal fait d'arme à ce poste a été la qualification des Lions Indomptables à la prochaine Coupe du monde, au Qatar.

## Un premier cas de variole du singe confirmé au Liban



**L**e ministère de la Santé libanais a confirmé qu'un premier cas de variole du singe a été diagnostiqué dans le pays, ont rapporté hier des médias locaux. L'individu serait de nationalité étrangère, précisent les autorités libanaises et serait actuellement placé en isolement. Les autorités libanaises tentent actuellement d'identifier les cas contacts de cette personne et appelle à respecter une distance de sécurité avec les personnes infectées, ne pas partager leurs objets personnels, ne pas entrer en contact avec des animaux dans les pays où la maladie est endémique et éviter de manger de la viande d'animaux sauvages.

## Canicule annoncée, mardi, sur des wilayas du Centre et de l'Est du pays

La canicule continuera de frapper plusieurs wilayas du Nord et de l'Est du pays avec des températures atteignant les 45 degrés, a annoncé, hier, un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM). Les wilayas d'El Tarf, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Guelma, Mila et Constantine, placées mardi en vigilance "orange", connaîtront ainsi des températures oscillant entre 42 et 45 degrés, précise le BMS.

## 40 000 envenimements scorpioniques dont 22 décès en 2021

**P**as moins de 40.000 cas d'envenimation scorpionique ont été enregistrés en 2021 à travers le pays faisant 22 décès, a indiqué dimanche à El-Bayadh Mohamed-Lamine Saïdani, membre de la commission des experts dans la lutte contre l'envenimation scorpionique et chef de laboratoire à l'Institut Pasteur. Lors du lancement de la campagne de sensibilisation et de formation de prévention contre l'envenimation scorpionique, Dr. Saïdani a relevé qu'un recul a été enregistré dans les cas d'envenimation scorpionique et dans le nombre de décès durant ces trois dernières années. Il a appelé tous les acteurs à conjuguer davantage leurs efforts pour mettre un terme à l'en-



venimation et réduire ce type d'envenimation. Dr. Saïdani a révélé que les enfants de moins de 10 ans représentent la tranche d'âge la plus touchée par ces accidents, avec un taux de 60% par

rapport au nombre global des cas. Les cas d'envenimation scorpionique sont dus à plusieurs facteurs, dont le manque d'aménagement urbain et d'éclairage public, l'accumulation des déchets, l'absence de

campagnes de collecte de ces animaux venimeux, connus pour se propager surtout en été, entre autres, selon la même source. Le retard dans le transfert des blessés vers les unités sanitaires, en particulier pour ceux qui vivent loin de ces établissements, fait partie des facteurs conduisant au décès, outre le recours de nombreux citoyens aux médicaments traditionnelles qui menacent leur vie, a ajouté Dr. Saïdani. L'intervenant a indiqué la disponibilité du sérum contre ce type d'envenimation, sachant que l'Institut Pasteur produit chaque année plus de 80.000 doses de sérum anti-scorpionique, distribués aux Directions de la santé à travers les wilayas.

## Transport aérien : retour à la rentabilité en 2023



**U**n retour à la rentabilité est "à portée de main" en 2023 pour les compagnies aériennes, qui s'attendent à retrouver dès cette année 83% de leurs passagers d'avant la pandémie de Covid-19, ont-elles annoncé hier. Le secteur devrait encore perdre 9,7 milliards de dollars cumulés cette année, mais il s'agira d'une "énorme amélioration" après les 137,7 milliards perdus en 2020 et les 42,1 milliards en 2021, a souligné l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui fédère la grande majorité des compagnies aériennes du monde entier et tient son assemblée générale annuelle à Doha. "La rentabilité au niveau du secteur en 2023 paraît à portée de main, alors que (les compagnies) en Amérique du Nord devraient dégager un bénéfice de 8,8 milliards dès 2022", a déclaré l'IATA dans un communiqué. En outre, "la forte demande latente, la levée des restrictions de mouvement sur la plupart des marchés, le chômage faible dans la plupart des pays et les économies des particuliers nourrissent une reprise qui aura pour conséquence de voir le nombre de passagers atteindre 83% du niveau d'avant la pandémie" cette année, a assuré l'organisation. La crise sanitaire, dont les effets se sont faits ressentir à partir de mars 2020, a torpillé le secteur aérien, qui a perdu 60% de ses clients cette année-là. En 2021, la fréquentation n'était remontée qu'à 50% des 4,5 milliards de passagers accueillis en 2019.

## Tunisie : la fréquence des épisodes de sécheresse s'intensifie

**L**a fréquence des épisodes de sécheresse s'intensifie en Tunisie et menace 75 % du territoire de désertification, en particulier dans les zones du centre et du sud du pays, indique le ministère tunisien de l'Environnement, cité par la TAP. "La sécheresse est l'une des manifestations les plus préoccupantes du climat en Tunisie. Elle est devenue une réalité dont les répercussions



sont directes sur des secteurs stratégiques dont les grandes cultures", a indiqué le ministère à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse célébrée le 17 juin. "La stratégie nationale de lutte contre la désertification (2018-2030) inclut la

protection de 2,2 millions d'hectares à travers la mise en place de stratégies sectorielles en relation avec la protection des forêts, la préservation de l'eau et des zones humides en plus du développement des pâturages et la promotion de l'agriculture durable", a-t-il ajouté. "Cette

démarche s'inscrit dans le cadre de l'adhésion de la Tunisie à l'appel global lancé lors de la 15e Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), réuni à Abidjan du 9 au 20 mai 2022 avec la participation de des délégations de 196 pays", a-t-il poursuivi. Selon les estimations des spécialistes, la sécheresse pourrait entraîner une détérioration de la sécurité et de la paix sociale à l'horizon 2030 et risque de 216 millions de personnes à la migration, à l'échelle mondiale.

## Accidents de la route : 3 morts et 142 blessés le week-end dernier



**T**rois (3) personnes ont trouvé la mort et 142 autres ont été blessées dans 115 accidents de la route survenus en zones urbaines les 17 et 18 juin en cours, a indiqué hier un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). La plupart de ces accidents sont dus au facteur humain, selon les données des services compétents de la Sûreté nationale. Dans ce cadre, la DGSN appelle à nouveau les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence au volant, rappelant le numéro vert 1548 et celui de secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24.

**MISE AUX POINGS**

«Nous misons, en toute confiance, sur notre jeunesse à travers laquelle l'Algérie fraye son chemin vers davantage de progrès et de prospérité»

**Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune**



**Le Courrier**  
d'Algérie

Quotidien national d'information  
Edité par l'Eurl Millénum Presse

### Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger  
R.C. : N° 01 B 00 151 30

### Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

### Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

### Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

### Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35  
023 70 94 22  
023 70 94 30  
023 70 94 31  
Fax. : 023 70 94 26

### Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

### Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger  
Tél. : 021 73 76 78  
Fax : 021 73 95 59

### Impression :

- Centre : SIA  
- Est : SIE  
- Ouest : SIO

### Diffusion : M.P. Diffusion

### Nos bureaux régionaux

**Tizi Ouzou :**  
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine  
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

### Oran :

6, avenue Khedim Mustapha  
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

### Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -  
Bouira.  
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :  
lecourrierdalgérie@yahoo.fr  
redaction\_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé  
Vent : 18 km/h  
Humidité : 56 %



Dans la nuit : Nuageux  
Vent : 19 km/h  
Humidité : 76 %

Dohr : 12h50  
Assar : 16h42  
Maghreb : 20h13  
Îcha : 21h55

Mercredi 22 dou el qaâda  
Sobh : 03h38  
Chourouk : 05h30

LE SG DE LA LIGUE ARABE L'A AFFIRMÉ À LA VEILLE DE SA VISITE EN ALGÉRIE

## « Les préparatifs du Sommet d'Alger vont bon train »

Le déplacement à Alger du secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, annoncé du 20 au 22 juin courant, pour s'enquérir de l'avancement des préparatifs du Sommet arabe, constitue, par ricochet, un désaveu pour le Makhzen qui parie sur l'échec de ce rendez-vous prévu les 1er et 2 novembre prochains à Alger.

Depuis quelques semaines, le Makhzen a réactivé ses relais et autres mouches électroniques qui n'ont pas lésiné sur les nouvelles technologies en vue de saborder le prochain Sommet arabe à Alger. Derrière cette campagne de dénigrement contre l'Algérie, Rabat a voulu laisser croire qu'Alger n'a pas « réussi » à réunir le consensus en vue de tenir le rendez-vous. Une campagne hostile qui a valu la réponse sèche du ministère des Affaires étrangères algérien qui a mis en avant les valeurs et les principes immuables de la diplomatie nationale avec ses homologues dans la région arabe, en Afrique et à l'international. Ainsi, Ahmed Aboul Gheit, qui a révélé



son déplacement en Algérie, pour examiner les préparatifs de la tenue du Sommet arabe, à l'invitation du ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, a mis fin aux manœuvres funestes du Makhzen à ce sujet. Ceci, alors que son adjoint, Hossam Zaki, a nié que la Ligue arabe ait joué « un rôle de médiateur entre l'Algérie et le Maroc », à la veille des préparatifs du sommet arabe prévu les 1er et 2 novembre 2022.

Sur la question d'un éventuel report

du Sommet, Hossam Zaki a déclaré ainsi : « Il n'y a aucune intention d'annuler ou de reporter le Sommet arabe qui doit se tenir en Algérie en novembre prochain. Les préparatifs sont en cours et se font dans d'excellentes conditions ».

À souligner que le SG de la Ligue arabe devrait être reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le chef de la diplomatie nationale, Ramtane Lamamra. Il sera question dans les entretiens, outre de faire le point sur les préparatifs, d'aborder le retour de la Syrie au sein de l'organisation arabe. Question au cœur du Sommet d'Alger, il va sans dire que la cause palestinienne se taillera la part du lion dans les échanges.

Farid Guellil

### LÉGISLATIVES FRANÇAISES

## Macron perd la majorité absolue

La coalition menée par le président Emmanuel Macron est arrivée en tête du second tour des élections législatives en France, tenu dimanche, devant l'alliance de la gauche, mais elle a perdu sa majorité absolue à l'Assemblée nationale, selon les premiers résultats. La confédération "Ensemble", regroupant le parti d'Emmanuel Macron "La République en Marche" (LREM) - rebaptisé "Renaissance"-, MoDem et Horizons, aurait obtenu une "faible majorité relative", devançant la coalition de gauche, rassemblée sous la bannière de la "Nouvelle Union populaire écologique et sociale" (NUPES).

La coalition présidentielle est créditée, selon les projections de l'institut Elabe, d'entre 205 et 235 sièges à l'Assemblée, loin des 289 députés nécessaires pour avoir la majorité absolue, tandis que l'institut Ifop lui accorde entre 210 et 250 sièges. L'union de la gauche deviendrait le premier groupe d'opposition à l'Assemblée nationale, derrière la majorité présidentielle, avec entre 150 et 180 députés, selon les projections de l'institut Ifop et 170 à 190 sièges (Elabe). D'après les mêmes projections, le parti d'extrême droite de Marine Le Pen, le Rassemblement national, obtiendrait entre 80 et 100 sièges (Ifop) et de 75 à 95 députés (Elabe), alors que la droite républicaine serait créditée de 60 à 75 sièges. L'abstention devrait atteindre 54%, d'après les projections, dépassant les 52,49% enregistrée lors du premier tour dimanche dernier. Elle est cependant plus faible qu'en 2017, quand elle avait atteint 57,36% au second tour. Les résultats définitifs devront être publiés par le ministère de l'Intérieur pendant la soirée.

R. I.

### 45E SESSION DU BUREAU DE L'APM

## Le Conseil de la nation participe au rendez-vous de Naples

Le Conseil de la nation a participé hier à Naples (Italie) à la 45e session du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM), a indiqué un communiqué de la chambre haute du parlement. Représentant le Conseil de la nation aux travaux de cette session, le sénateur Ilyes Achour également vice-président de l'APM a appelé, dans son intervention, à "accorder l'intérêt nécessaire à la question des réfugiés sahraouis déplacés depuis leur territoire et qui souffrent de la tyrannie d'une occupation inique défiant la légalité internationale et qui refuse d'accorder au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination". À cette occasion, il a réitéré "le soutien indéfectible de l'Algérie à la cause sahraouie juste et contre toute forme d'occupation". Le bureau de l'APM a ensuite examiné une proposition sur l'organisation d'une visite aux camps des réfugiés sahraouis à Tindouf pour s'enquérir de leur situation.

R. I.

### COVID-19

## 10 nouveaux cas et aucun décès ces dernières 24h

Dix nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 6 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 265985, celui des décès demeure inchangé (6875 cas), alors que le nombre total des patients guéris passe à 178470 cas. En outre, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, précise la même source.

R. N.

### CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE MONDIALE

## Le Parlement algérien prend part à la réunion d'Istanbul

Une délégation du Conseil de la nation participe dans le cadre d'une délégation parlementaire conjointe représentant les deux chambres du Parlement aux travaux de la Conférence parlementaire mondiale, prévue les 20 et 21 juin à Istanbul (Turquie), a indiqué hier un communiqué du Conseil.

La conférence organisée par l'Union interparlementaire (UIP), en coopération avec la Grande Assemblée nationale de Turquie (Parlement turc) est placée sous le thème: "Les parlements et

les pactes mondiaux sur les migrations et les réfugiés: jeter les bases d'une coopération internationale plus solide et d'une mise en œuvre renforcée à l'échelle nationale", ajoute le communiqué.

La rencontre débattera également de plusieurs autres thèmes liés à la migration, à savoir : "objectifs, engagements, progrès et revers dans la mise en œuvre des pactes mondiaux, la prévention des migrations dans les pays d'origine comme solution durable aux migrations forcées", précise le document. Il est

question également de "s'attaquer à la migration irrégulière y compris par la gestion des frontières et la lutte contre le crime transnational et de promouvoir un partage équitable de la charge et des responsabilités". La délégation du Conseil de la nation participant à cette conférence est composée du président de la commission des Affaires étrangères, de la coopération internationale et de la communauté, Dadi Adoune Omar, et des sénateurs Ismail Delmi et Farid Gherbi, conclut le document.

R. N.

### SOUS-RIRE

## Le Maroc s'enfoncé dans la dette extérieure

